



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/84/22/Add.1
28 novembre 2019

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-quatrième réunion
Montréal, 16 – 20 décembre 2019

**RAPPORTS SUR LES PROJETS COMPORTANT DES EXIGENCES PARTICULIÈRES
POUR LA REMISE DE RAPPORTS**

Addendum

1. Le présent addendum renferme des rapports sur les projets comportant des exigences particulières pour la remise de rapports relatifs à la Chine.
2. Il comprend les parties suivantes :
 - Partie I : Rapport sur l'état d'avancement des activités figurant dans la décision 83/41
 - Partie II : Rapports de vérification financière des secteurs de la production de CFC, des halons, de la mousse de polyuréthane (PU), de l'agent de transformation II, de l'entretien de l'équipement de réfrigération et des solvants en Chine (décision 83/42) (PNUD, PNUE, ONUDI et Banque mondiale)
 - Partie III : Plan sectoriel pour l'élimination de la production de bromure de méthyle (décisions 83/43 b)i) et 83/44 b) et c)) (ONUDI)
3. Chaque partie renferme une brève description du rapport sur l'état d'avancement des projets, ainsi que des observations et recommandations du Secrétariat.

PARTIE I : RAPPORT SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITÉS FIGURANT DANS LA DÉCISION 83/41 (PNUD, PNUE, ONUDI ET BANQUE MONDIALE)

Contexte

4. Le Comité exécutif à sa 83^e réunion a examiné un document sur l'examen des systèmes de suivi, d'établissement de rapports et de vérification et des systèmes exécutoires (MRVE), conformément au plan de gestion de l'élimination de la consommation et de la production de HCFC au titre des Accords conclus entre le gouvernement de la Chine et le Comité exécutif, soumis par le PNUD au nom du gouvernement de la Chine. Lors de ses débats, le Comité exécutif s'est réjoui du fait que le gouvernement chinois prendra un certain nombre de mesures réglementaires et exécutoires; prendra d'autres dispositions à l'appui des mesures exécutoires; et envisagera un certain nombre de propositions visant à compléter ses mesures réglementaires et exécutoires. Le Comité exécutif a par ailleurs noté que le gouvernement présentera un rapport à la 84^e réunion, et également à la 86^e réunion, sur l'état d'avancement des activités décrites aux sous-paragraphes a) à d) de la décision 83/41.

5. Le gouvernement de la Chine a transmis à la 84^e réunion un rapport périodique au titre de la décision 83/41. Comme celui-ci l'a demandé, le *rapport périodique* est joint en totalité dans le présent document, sans modification ou autre examen.

PARTIE II : RAPPORTS DE VÉRIFICATION FINANCIÈRE DES SECTEURS DE LA PRODUCTION DE CFC, DES HALONS, DE LA MOUSSE DE POLYURÉTHANE, DE L'AGENT DE TRANSFORMATION II, DE L'ENTRETIEN DE L'ÉQUIPEMENT DE RÉFRIGÉRATION ET DES SOLVANTS (PNUD, PNUE, ONUDI ET BANQUE MONDIALE)

Contexte

6. Conformément aux décisions 71/12 b)ii) et iii)¹, 72/13², 73/20 b)³, 75/18⁴, 77/26 b)⁵ et 80/27⁶, le

¹ Le Comité a invité le gouvernement, à fournir par l'entremise de l'agence d'exécution pertinente, dans les futurs rapports de vérification financière, des données sur tous les fonds qui étaient détenus par le gouvernement de la Chine pour décaissement aux bénéficiaires finaux ainsi que sur les intérêts accumulés sur ces soldes, incluant des données sur le plans du secteur de l'agent de transformation II, des solvants et de l'entretien de l'équipement de réfrigération; et des informations détaillées sur les progrès des plans de travail pour les plans sectoriels et sa proposition sur la manière d'utiliser les soldes potentiels,

² Le Comité a invité le gouvernement, par l'entremise des agences d'exécution concernées, à présenter à la 73^e réunion les rapports de la vérification financière sur les secteurs de l'agent de transformation II, des solvants et de l'équipement de réfrigération à base de CFC, ainsi que les plans concernant les soldes restants pour les secteurs des halons, de la production de CFC, des mousses, de l'agent de transformation II, des solvants et de l'équipement de réfrigération à base de CFC décrivant comment ceux-ci seraient utilisés pour le gouvernement de la Chine pour mener les activités liées à l'élimination des SAO, et à assurer l'achèvement de ces plans sectoriels d'ici la fin de 2018.

³ Le gouvernement de la Chine et les agences bilatérales et d'exécution ont été priés de présenter des rapports de situation annuels, des rapports de vérification et les intérêts courus pendant la mise en œuvre des plans sectoriels de la production de CFC, du halon, de la mousse PU, de l'agent de transformation II, de l'entretien de l'équipement de réfrigération et des solvants jusqu'à l'achèvement de toutes les activités connexes prévues au plus tard le 31 décembre 2018, et de présenter des rapports d'achèvement de projet pour les plans sectoriels au plus tard à la première réunion de 2019.

⁴ Le gouvernement a été invité à inclure les résultats des activités concernant l'examen et l'évaluation des produits de substitution des CFC et l'élaboration de nouveaux succédanés, dans un rapport à soumettre au Comité exécutif une fois ces activités achevées; recueillir, si possible, des renseignements sur la récupération des halons dans le cadre de la collecte de renseignements sur la récupération des CFC lors des visites dans les centres de démantèlement des navires; et entreprendre une étude sur la production de CTC dans le pays et son utilisation comme matière première et mettre les résultats de cette étude à la disposition du Comité exécutif d'ici la fin de 2018.

gouvernement de la Chine a présenté aux 82^e et 83^e réunions, par l'entremise des agences bilatérales et agences d'exécution, les rapports périodiques finaux, les rapports de recherche et d'assistance technique concernés et les rapports de vérification, y compris les intérêts courus au cours de la mise en œuvre des plans des secteurs de la production de CFC, des halons, de la mousse de polyuréthane, de l'agent de transformation II, de l'entretien de l'équipement de réfrigération et des solvants.

7. Le Comité exécutif à sa 83^e réunion a décidé de reporter à sa 84^e réunion l'examen des rapports de vérification financière de la production de CFC, des halons, de la mousse PU, de l'agent de transformation II, de l'entretien de l'équipement de réfrigération et des solvants en Chine (décision 83/42). Le gouvernement de la Chine a donc soumis, par l'entremise des agences d'exécution concernées, à la 84^e réunion une vérification financière en date du 30 juin 2019 et une mise à jour en date de septembre 2019 des rapports présentés à la 83^e réunion.

8. Afin d'assurer la correspondance avec les mises à jour depuis la 83^e réunion, le Secrétariat utilise le même document employé lors de la 83^e réunion⁷, **y compris le nouveau texte en gras associé à l'examen du rapport mis à jour.**

Budgets prévus et rapports périodiques

9. Les données financières figurant dans le présent rapport sont fondées sur le rapport de vérification présenté par le gouvernement de la Chine en date de juin 2019. Au **30 juin 2019**, les soldes restants s'élevaient à **14 752 436 \$US**. Le tableau 1 présente un aperçu des fonds décaissés du **1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019**, des soldes et des dates d'achèvement prévues pour chacun des plans sectoriels.

Tableau 1 : Budgets prévus pour l'utilisation des fonds restants (\$US)

Activité	Solde au 30 juin 2018	Nouveaux décaissements	Solde au 30 juin 2019	Date d'achèvement
Production de CFC : Total approuvé : 150 000 000 \$US (Banque mondiale)				
Recherche-développement sur les solutions de remplacement des SAO	742 087	697 952	44 135	
Supervision et gestion	233 411	97 668	135 743	
Total	975 498	795 620	179 878	Déc. 2019
Secteur des halons : Total approuvé : 62 000 000 \$US (Banque mondiale)				
Création d'un centre national de gestion du recyclage des halons, y compris des activités de renforcement des capacités, de l'équipement de détection et un système d'information	2 232 991	1 125 726	1 107 265	
Création d'un centre de recyclage du halon-1211, avec les activités de collecte, de transport, de recyclage et de régénération	3 017 686	0	3 017 686	
Création d'un centre de recyclage du halon-1301, avec les activités de collecte, de transport, de recyclage et de régénération associées	1 305 460	440 790	864 669	
Assistance technique : enquête sur les quantités de halon consommées par les secteurs de l'aviation civile et du recyclage des navires; et politique et règlements concernant le recyclage des halons	2 917 936	256 834	2 661 102	

⁵ Le gouvernement a été prié de remettre à la 79^e réunion des rapports d'études finaux sur tous les projets de recherche et développement entrepris dans le secteur de la production des CFC avec les fonds provenant du Fonds multilatéral.

⁶ Le Comité a pris note avec satisfaction que le gouvernement de la Chine avait confirmé que toutes les activités associées à chacun des plans sectoriels seraient achevées d'ici la fin de 2018, que les rapports de recherche et d'assistance technique concernés seraient remis à la dernière réunion de 2018 et que les rapports d'achèvement de projet seraient présentés à la première réunion du Comité exécutif de 2019.

⁷ Partie I du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/11/Add.1.

Activité	Solde au 30 juin 2018	Nouveaux décaissements	Solde au 30 juin 2019	Date d'achèvement
Élimination des halons et résidus inutilisables	1 504 105	0	1 504 105	
Total	10 978 178	1 823 351	9 154 827	Déc. 2022
Agent de transformation II : Total approuvé : 46 500 000 \$US (Banque mondiale)				
Renforcement des capacités des EEB locaux	273 694	273 694	-	
Élimination des résidus de CTC	4 600 000	3 754 325	845 675	
Étude sur la production du CTC et de son utilisation comme matière première	20 285	15 824	4 461	
Suivi, gestion et post-évaluation	2 439 041	213 067	2 225 974	
Total	7 333 019	4 256 910	3 076 109	Déc. 2020
Mousse PU : Total approuvé : 53 846 000 \$US (Banque mondiale)				
Présélection et évaluation des substances de remplacement sans CFC et élaboration de nouvelles substances	270 935	80 994	189 941	
Activités provinciales supplémentaires concernant les mousses (renforcement des capacités de 11 provinces)	490 812	260 084	230 727	
Service technique pour les entreprises de mousse en vue de mieux utiliser les nouvelles substances	375 377	188 039	187 338	
Suivi continu de l'élimination des CFC dans le secteur des mousses	370 373	105 685	264 687	
Suivi et gestion des projets	147 901	123 587	24 314	
Total	1 655 397	758 389	897 009	Déc. 2019
Entretien de l'équipement de réfrigération : Total approuvé : 7 884 853 \$US (Japon, PNUE, ONUDI)				
Activités en cours (p. ex., huit centres de formation, formation sur le secteur de l'élimination des navires, projet de démonstration de Shenzhen)	94 415	94 415	0	
Programmes de formation pour les sous-secteurs ICR/RAC	580 733	232 828	347 904	
Recherche sur les fuites dans l'équipement de réfrigération pendant l'entretien et l'utilisation des appareils de réfrigération et de climatisation utilisant du R-290	282 040	0	282 040	
Enquête de données	84 586	84 586	0	
Suivi et gestion	10 000	0	10 000	
Renforcement des capacités en matière de suivi des SAO (réaffectation des fonds provenant des activités de formation)	95 846	0	95 846	
Total	1 147 620	411 829	735 790	Oct. 2019
Secteur des solvants : Total approuvé : 52 000 00 \$US (PNUD)				
Lutte contre les activités illicites se rapportant aux SAO : renforcement des capacités de 10 bureaux des douanes locaux	644 985	191 866	453 119	
Renforcement des capacités du personnel chargé des SAO dans 14 provinces	340 000	340 000	0	
Évaluation et recherche concernant les technologies de remplacement	140 178	140 178	0	
Système électronique de gestion des dossiers	92 307	0	92 307	
Gestion et suivi des activités	249 470	86 074	163 396	
Total	1 466 940	758 118	708 822	Déc. 2019
Récapitulatif				
Production de CFC (150 000 000 \$US – Banque mondiale)	975 498	795 620	179 878	2019
Secteur des halons (62 000 000 \$US – Banque mondiale)	10 978 177	1 823 351	9 154 827	2022
Agent de transformation II (46 500 000 \$US – Banque mondiale)	7 333 019	4 256 910	3 076 109	2020
Mousse PU (53 846 000 \$US – Banque mondiale)	1 655 397	758 389	897 009	2019

Activité	Solde au 30 juin 2018	Nouveaux décaissements	Solde au 30 juin 2019	Date d'achèvement
Entretien (7 884 853 \$US – Japon, PNUE, ONUDI)	1 147 621	411 829	735 791	2019
Solvants (52 000 000 \$US – PNUD)	1 466 940	758 118	708 822	2019
Total*	23 556 652	8 804 217	14 752 436	

* Les rapports périodiques reçus pour chaque plan sectoriel indiquent qu'au 31 août 2019, le solde avait été réduit à 13 280 207 \$US (à savoir, 179 878 \$US dans le secteur de la production de CFC; 9 154 827 \$US dans le secteur des halons; 3 076 109 \$US dans le secteur de l'agent de transformation II; 200 000 \$US dans le secteur de la mousse PU; 288 183 \$US dans le secteur de l'entretien et 381 211 \$US dans le secteur des solvants). Ces dépenses supplémentaires ne sont présentées ici qu'à titre d'information car elles n'ont pas été vérifiées. Le solde vérifié au 30 juin 2019 était de 14 752 436 \$US.

10. Les vérifications financières des décaissements au **30 juin 2019** ont été effectuées par Daxin Certified Public Accounts LLP, en accord avec les normes nationales. Le vérificateur était d'avis que **les déclarations concernant les subventions de projets et les décaissements dans les secteurs de la production de CFC, des halons, de l'agent de transformation CTC, de la mousse PU, des solvants et de l'entretien de l'équipement de réfrigération étaient en conformité avec les règles du Protocole de Montréal et les normes comptables de la Chine, et avaient été présentés de manière juste et équitable avec le Centre de coopération environnementale étrangère/ministère de l'Écologie et de l'Environnement (FECO/MEE) de la Chine.**

11. Les activités mises en œuvre au titre de chaque plan sectoriel depuis le 1^{er} juillet 2018 sont récapitulées ci-dessous.

Secteur de la production de CFC

12. Depuis 2015, les seules activités qui doivent encore être menées dans le secteur de la production de CFC concernent la recherche-développement sur des solutions de remplacement des SAO, et la supervision et gestion. Au total, **795 620 \$US** ont été décaissés **entre le 1^{er} juillet 2018 et le 30 juin 2019**. Les fonds restants, qui s'élèvent à **179 878 \$US**, devraient être décaissés d'ici la fin de 2019.

13. En ce qui a trait à la recherche-développement sur les solutions de remplacement des SAO, 13 propositions ont été sélectionnées, dont la **totalité** ont été achevées et **ont reçu l'acceptation de projet. Depuis la 82^e réunion, un montant de 697 952 \$US a été décaissé. En raison des fluctuations de devises survenues entre le moment où les contrats ont été signés et les paiements ont été effectués, il reste un solde non alloué de 44 135 \$US que le gouvernement de la Chine propose d'utiliser pour acheter des instruments de suivi des SAO pour les bureaux de l'écologie et de l'environnement (EEB) locaux, en vue de renforcer leurs capacités et d'atteindre la conformité sur le plan de l'élimination viable des CFC.**

14. Au total, 233 411 \$US ont été affectés à la supervision et gestion. Le **FECO** a décaissé 97 668 \$US en vue de produire du matériel de formation vidéo sur la gestion des importations et exportations de SAO (**32 073 \$US, avec une valeur de contrat restante de 80 080 \$US**), **pour un atelier de formation tenu du 21 au 23 janvier 2019 à Changsha, à l'intention de 140 agents de tous les EEB provinciaux (22 801 \$US); pour une vidéo sur la conformité de l'industrie qui a été diffusée lors de la Journée de l'ozone 2018 (34 145 \$US); et pour la vérification financière 2018 de tous les secteurs (8 649 \$US)**. Le solde restant non affecté, qui s'élève à **55 662 \$US**, sera utilisé par le FECO pour acheter des instruments de suivi des SAO à l'intention des EEB locaux, en vue de renforcer leurs capacités en matière de conformité sur le plan de l'élimination viable des CFC. **Le solde restant non affecté total de 99 797 \$US du secteur de la production de CFC, allié au fonds non affecté d'autres secteurs, devrait être consacré à l'achat d'instruments de détection des SAO purs et des produits de mousse renfermant des SAO. Le contrat pour cette activité, qui a été signé à partir des cycles d'achat des détecteurs, devrait être achevé d'ici la fin de 2019.**

Secteur des halons

15. Au total, un montant de **1 823 351 \$US** a été décaissé du **1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019**. Le solde restant, qui s'élève à **9 154 827 \$US**, devrait être décaissé entre la fin de 2019 et 2022.

16. En 2014, le FECO a préparé un plan d'établissement d'un système national de recyclage et de gestion des halons (NHRMC) et les fonds restants du secteur ont été entièrement consacrés à ce programme. De 2015 à 2016, le Centre a mis sur pied le NHRMC, en collaboration avec le centre de certification des produits incendie, au sein du ministère de la Sécurité publique. En 2017, le NHRMC a mené une campagne en faveur du recyclage des halons à Shanghai, en plus de collaborer avec le gouvernement et le secteur privé en vue d'encourager le recyclage. En se fondant sur l'expérience acquise au cours des trois dernières années et les commentaires reçus, le NHRMC et le FECO ont remodelé le plan de travail en 2018, démarré un projet visant à élaborer un système de gestion de l'information et recyclé 1,5 tonne de halon-1301 de Tianjin et Jiangsu. Une partie des fonds restants servira à l'achat de l'équipement pour les stations, les centres et les bureaux locaux de lutte contre les incendies, en vue d'analyser les composantes des produits de halon et d'évaluer leur pureté au cours du recyclage.

17. En 2018, Shanghai Leinuo Security Technology Co., Ltd a également recyclé 450 kg de halon-1301 de navires éliminés aux fins de vente. Comme le prix de marché du halon-1301 recyclé ne couvre pas les coûts du recyclage, Leinuo a fait une demande de subvention compensatoire à NHRMC, que ce dernier est en train d'évaluer. En janvier 2019, Leinuo a été officiellement certifié en tant que station nationale de recyclage du halon-1301, et est en train de recevoir une aide pour renforcer ses capacités.

18. **L'enquête sur les quantités de halon consommées par l'aviation civile chinoise est maintenant achevée. On a évalué les quantités de halon-1301 et halon-1211 présents dans les aéronefs et les entreprises d'entretien, et il a été confirmé que les aéroports n'utilisent plus de halon-1301 et halon-1211 dans les extincteurs incendie, conformément aux règlements.**

19. Le FECO est en train de sélectionner des entreprises qualifiées pour entreprendre la mise sur pied d'un centre de recyclage du halon-1211. Ce projet devrait commencer en 2019 et se terminer en 2020. Dans l'intervalle, le Centre aidera Zhejiang Dongyang chemical Co., Ltd à assurer l'entreposage sécuritaire de 2 261,4 tonnes de halon-1211. Le FECO et NHRMC ont approuvé le projet en 2018, pour un montant de 1,45 million \$US, qui servira à l'acquisition de nouveaux réservoirs de stockage et bouteilles et à la création d'un système de gestion et de suivi des stocks. À l'heure actuelle, le FECO et le NHRMC s'occupent de questions de sécurité soulevées par le gouvernement local, et le projet devrait redémarrer en novembre 2019. Ils prévoient organiser la recherche politique et réglementaire pour le recyclage des halons en 2019.

20. Le FECO et le NHRMC ont **approuvé** un contrat pour un montant s'élevant à 200 000 \$US avec le service incendie du Shanghai, en vue d'enquêter sur les quantités de halon dans le district de Shanghai et leur distribution. **Les modalités d'un contrat semblable avec le service incendie de Henan sont en cours de préparation.**

21. Le NHRMC et le FECO sont déterminés à étudier la faisabilité de la coopération internationale en matière de recyclage et d'élimination des halons, en vue d'aider les autres pays visés à l'article 5 à respecter leur objectif de conformité. Au cours des prochaines décennies, les produits de lutte contre les incendies à base de HFC devraient devenir les principales solutions de remplacement des produits à base de halon. Compte tenu du fait que l'Amendement de Kigali réduira progressivement la production et la consommation de HFC, l'expérience acquise lors de la création du NHRMC pourrait être adaptée au processus de recyclage, de régénération, de récupération et d'élimination des HFC.

22. **Le FECO veut mettre en œuvre un projet de suivi du halon-1301 utilisé comme matière première et de détection de toute production et vente illégales de cette substance. Ce projet continue d’être préparé et coordonné avec le service concerné.**

23. Avec les fonds décaissés jusqu’ici, le gouvernement de la Chine a progressivement mis sur pied et exploité le NHRMC. Sur le solde de **9,15 millions \$US**, **1,89 million \$US** ont été consacrés aux activités en cours. Le montant restant de **7,26 millions \$US** sera utilisé pour les activités visant à améliorer le système de recyclage et à assurer la gestion viable des halons, notamment par la mise sur pied et l’exploitation du centre de recyclage du halon-1211, des activités de recyclage du halon-1301, des activités de renforcement des capacités des stations de recyclage des halons, l’acquisition d’instruments de détection des halons, la recherche politique et réglementaire pour le recyclage des halons, des enquêtes sur les quantités de halon présentes dans les principales régions de la Chine et l’élimination de halons et de résidus inutilisables. Ces activités seront mises en œuvre de 2019 à 2022.

Agent de transformation II

24. Au total, un montant de **4 256 910 \$US** a été décaissé du **1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019**. Les fonds restants, qui s’élèvent à **3 076 109 \$US**, devraient être décaissés de la fin de 2019 à 2020.⁸

25. **Le rapport périodique sur l’agent de transformation II a été reçu le 15 novembre 2019, mais le Secrétariat n’a pas été en mesure de l’examiner à temps pour l’inclure dans le présent document. Pour faciliter la consultation, l’information présentée à la 83^e réunion figure ci-après.**

26. Six bureaux de l’écologie et de l’environnement (EEB) qui collaborent avec des producteurs de CTC et d’autres SAO ont reçu de l’aide pour mettre sur pied des bureaux de gestion des SAO, établir des voies spécialisées pour permettre aux entreprises de communiquer leurs données sur les SAO et entreprendre des inspections des entreprises. Ce projet a été achevé, et le dernier versement a été décaissé en janvier 2019, pour un montant total de 280 000 \$US pour cette activité. Le solde restant, qui s’élève à 8 357 \$US, devrait être consacré au renforcement du suivi et de la gestion des SAO.

27. Un projet d’élimination des résidus de CTC est en cours de mise en œuvre en vue d’aider les producteurs de sous-produit CTC à éliminer leurs résidus de distillation produits par leurs installations de raffinage et de conversion du CTC. Des contrats d’une valeur totale de 4,6 millions \$US ont été signés avec neuf entreprises pour la construction d’incinérateurs (3), la mise à niveau des incinérateurs existants (2), la construction de dispositifs de réduction des résidus (2) et des subventions pour les coûts d’exploitation (2). La construction des trois incinérateurs et des deux dispositifs de réduction des résidus est maintenant achevée, et les incinérateurs et dispositifs ont été soumis aux essais voulus; l’une des entreprises a achevé la mise à niveau de son incinérateur, alors que l’autre n’a pas encore fini. Une vérification menée dans deux entreprises qui reçoivent des subventions pour l’utilisation de leurs incinérateurs a confirmé qu’ils les utilisaient pour éliminer des résidus de CTC. Le niveau de décaissement de ces activités s’élevait à 3 228 084 \$US, les autres versements d’une valeur de 1 371 915 \$US étant prévus à l’achèvement des activités d’ici décembre 2019. Le solde restant de 845 970 \$US devrait être affecté au renforcement du suivi et de la gestion des SAO.

28. Conformément à la décision 75/18 du Comité exécutif, une étude sur la production de CTC en Chine et son utilisation comme matière première a été lancée en mars 2018. On a préparé et distribué en juillet des questionnaires à l’intention des entreprises de production de chlorure de méthane (producteurs de sous-produit CTC) et des entreprises qui utilisent le CTC comme matière première. Des enquêtes sont actuellement menées au sein des entreprises, et on prépare un rapport d’évaluation des émissions actuelles provenant de la production de CTC et de son utilisation comme matière première. **Le rapport a été**

⁸ Chiffres actualisés fondés sur le rapport de vérification présenté par le gouvernement de la Chine en date du 30 juin 2019, qui renferme des données sur l’agent de transformation II.

soumis le 21 octobre 2019; le Secrétariat présentera ce rapport et son examen dans l'addendum II du document UNEP/OzLPro/ExCom/84/22.

29. La décision XXIII/6 stipule qu'après le 31 décembre 2014, on ne pourra utiliser le CTC pour les essais portant sur les huiles, graisses et hydrocarbures présentes dans l'eau que dans le cadre d'une dérogation pour utilisation essentielle. Le gouvernement de la Chine a annoncé en 2017 son engagement à éliminer d'ici 2019 l'utilisation de CTC pour les essais en laboratoire portant sur les huiles, graisses et hydrocarbures présentes dans l'eau. En janvier 2018, le FECO a signé un contrat avec le Centre de surveillance écoinvironnementale de Tianjin, en vue d'élaborer d'autres normes pour les essais. On a maintenant réussi à déterminer des procédures techniques pour remplacer le CTC par du n-hexane, trois normes nationales élaborées et diffusées sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2019, et un montant de 10 978 \$US correspondant au versement final au titre du contrat a été décaissé. Le contrat avec Beijing Guohua Jingshi Consulting Co., Ltd a été signé en août 2018 dans le but de poursuivre la formation et la promotion des technologies de remplacement de l'utilisation analytique des SAO en laboratoire; la valeur du contrat s'élève à 110 224 \$US, et le premier versement de 10 978 \$US a été décaissé. Un autre montant de 14 125 \$US a été remis à des experts aux fins de soutien technique pour l'évaluation, l'acceptation et la vérification sur place du projet.

30. De plus, deux projets ont été lancés pour renforcer les capacités en matière de conformité durable avec le Protocole de Montréal. Le premier consiste à concevoir et mettre en place un système d'information et de communication de données en ligne sur les SAO (phase II) (250 000 \$US). Ce dernier complétera le système d'information de gestion (MIS) en ligne sur les HCFC, créé dans le cadre de la phase I du plan de gestion de l'élimination de la production de HCFC, en intégrant des données sur toutes les SAO, et constituera une plate-forme de gestion pour le MEE et les EEB locaux en vue de surveiller les entreprises sous leur compétence. Le deuxième projet vise à renforcer les capacités des douanes dans le domaine de la supervision et de la gestion des SAO (750 000 \$US). Le FECO coordonne la supervision et la gestion du commerce des SAO avec le nouveau département au sein de l'Administration des douanes suite aux réformes institutionnelles.

31. Avec les soldes non affectés d'environ 1,24 million \$US, le gouvernement de la Chine propose de mener les activités suivantes en vue de renforcer le suivi et la gestion à long terme des SAO :

- a) Mise en place et mise à niveau du système de suivi en ligne de la production de CTC. Ce système complétera le MIS sur les SAO en mettant l'accent sur la production, la reconversion, les ventes et les stocks de CTC chez tous les producteurs de chlorométhane (CM);
- b) Enquêtes sur la production de CTC et les utilisations comme matière première. Cette activité complétera l'étude à présenter conformément à la décision 75/18, qui a été effectuée par un expert qui s'est centré sur les émissions de CTC au cours de la production de cette substance et des utilisations comme matière première. Elle est prévue comme un sondage sur place et une vérification de la production de CTC et des utilisations comme matière première. Les usines de perchloroéthylène (PCE) ne seront pas couvertes;
- c) Soutien aux entreprises pour l'élaboration et la production du réactif nécessaire (substance de remplacement du CTC), sous l'application de la norme nationale modifiée. La production de la substance de remplacement, le PCE, ne satisfait pas la demande du marché après la diffusion de la nouvelle norme. Cette activité aidera les fabricants de réactifs à mettre en place les installations de purification nécessaires pour que le PCE réponde aux exigences de la nouvelle norme et à la demande;
- d) Formation et renforcement des capacités sur la supervision des SAO et l'exécution de la

loi à l'intention des EEB locaux. L'activité vise à offrir des formations régulières aux EEB locaux sur les procédures de gestion, d'inspection, de supervision et d'application de la loi se rapportant aux SAO. Le personnel des EEB provinciaux, municipaux et de comté concerné par la surveillance environnementale recevra une formation;

- e) Supervision du marché et collecte d'information sur les ventes de SAO. Un cabinet d'experts-conseils sera chargé de recueillir des données sur les ventes et marchés de SAO, et de détecter les ventes illicites et douteuses. L'information relative à ces ventes sera transmise au MEE pour action ultérieure;
- f) Soutien technique, politique et juridique pour les activités de gestion, d'inspection, de supervision et d'exécution de la loi se rapportant aux SAO, ainsi que pour leur élimination, etc. Des experts individuels seront engagés pour offrir ce soutien aux établissements concernés.

Mousse PU

32. Au total, **758 839 \$US** ont été décaissés du **1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019**. Sur les fonds restants de **897 009 \$US au 30 juin 2019**, le **rapport périodique présenté indique un solde de 200 000 \$US à la fin de septembre 2019**, qui devrait être décaissé **d'ici la fin de 2019**.

33. Le solde est utilisé pour l'acquisition de détecteurs instantanés d'agents de gonflage. Des activités de recherche mises en œuvre dans le secteur de la mousse PU ont été achevées au cours de la première moitié de 2018. Ces propositions ont été choisies afin d'aider à l'élaboration de formules à bas prix avec des agents de gonflage sans PAO et à faible PRP, qui pourraient être utilisées par les petites et moyennes entreprises (PME), et de formules de polyols prémélangés en vue d'optimiser la stabilité, l'efficacité et les propriétés isolantes des produits de mousse.

34. En juin 2018, un essai de pulvérisation sur le terrain a été mené dans un chantier de construction de la province de Hebei, avec du HFO comme agent de gonflage. Une surface de plus de 2 350 m² de bâtiment d'habitation a été pulvérisée. La stabilité dimensionnelle, l'efficacité isolante et d'autres propriétés ont été évaluées au cours de l'hiver dans des conditions de température ambiante réduite, et le rapport est en train d'être finalisé.

35. En décembre 2014, le FECO a signé des contrats avec quatre sociétés de formulation établissant la capacité de production des polyols prémélangés gonflés à l'eau, en mettant en place des installations de production et de l'équipement de laboratoire, et en procédant à des essais et des tests des nouvelles formules. À l'heure actuelle, les sociétés de formulation offrent des services techniques aux entreprises de mousse en aval et ont vendu plus de 2 000 tm de polyols prémélangés de remplacement aux utilisateurs en aval, y compris des PME. Les quatre projets ont été achevés en juin 2018, et les sociétés de formulation ont reçu leur dernier paiement au début de 2019.

36. Le FECO a également signé des contrats avec des EEB dans 11 provinces/villes en vue de renforcer la sensibilisation du public à la protection de la couche d'ozone, à consolider les capacités en matière de conformité durable et d'assurer qu'aucun CFC ou autre SAO réglementée ne soit réutilisé après 2010. Les 11 EEB locaux ont satisfait les objectifs et conditions figurant dans le contrat. Les projets ont consolidé les connaissances, et les capacités de gestion et d'exécution de la loi dans ces 11 régions, et favorisé la sensibilisation aux règlements nationaux en matière de gestion des SAO. Ils ont achevé les projets en décembre 2018 et reçu les derniers versements pour leurs contrats.

37. Le gouvernement a publié le règlement sur la gestion des SAO et la circulaire sur la gestion de la construction des installations productrices ou utilisatrices de SAO, et a pris d'autres mesures politiques visant à empêcher la réutilisation des CFC éliminés et a appliqué les contrôles sur les HCFC. Toutefois, le

secteur de la mousse comprend un grand nombre d'entreprises avec diverses applications. Le FECO a donc poursuivi les activités de suivi par le biais de contrats avec cinq provinces (c.-à-d., Hebei, Henan, Shandong, Si Chuan et Tianjin), où se trouvent la majorité des sociétés de formulation et des entreprises de mousse, en visitant les fournisseurs de produits chimiques, les sociétés de formulation et les entreprises de mousse en vue de recueillir des échantillons d'agents de gonflage de formules de polyols prémélangés, et de produits de mousse finaux. **Au moment de la 83^e réunion**, plus de 420 entreprises de mousse et sociétés de formulation avaient été visitées, et plus de 780 échantillons de mousse et de matière brute avaient été prélevés. Selon les essais préliminaires effectués sur ces échantillons, on soupçonne qu'un pourcentage réduit de ces échantillons renferme probablement des CFC/HCFC éliminés. Trois entreprises de Shandong ont été reconnues coupables d'utilisation illicite de CFC-11 et ont reçu une sanction au titre du règlement sur la gestion des SAO. **L'information la plus récente sur les résultats de ces activités de suivi, y compris celles se rapportant à l'inspection de 656 autres sociétés de formulation et entreprises de mousse, figure dans le rapport joint au présent document soumis par le gouvernement de la Chine, conformément à la décision 83/41 e).**

38. Le gouvernement estime que les activités de suivi ont appuyé efficacement le système politique en place. L'efficacité des activités d'inspection et de surveillance dans le secteur des mousses peut être toutefois réduite en raison du nombre élevé de sous-secteurs et de sociétés de formulation, d'un manque de connaissance de la part des inspecteurs en ce qui a trait à la production de mousse et du nombre insuffisant de détecteurs d'agents de gonflage (il n'y en a pas dans toutes les villes et tous les comtés). De plus, le règlement sur la gestion des SAO est concis et ne fournit pas de directives détaillées pour chaque situation susceptible de survenir, laissant ainsi la place à l'interprétation selon les politiques provinciales et par les EEB. De plus, les technologies de remplacement n'ont pas pénétré le secteur, et les coûts élevés minent la volonté des PME à se reconvertir à des produits de remplacement sans PAO et à faible PRP. Le FECO et le MEE sont bien au courant de ces problèmes, et continueront d'offrir une aide technique aux EEB et services de surveillance environnementale locaux par différentes voies.

39. Quatorze détecteurs instantanés d'agents de gonflage ont été acquis et distribués à cinq EEB en vue de poursuivre le suivi de l'élimination des CFC dans le secteur des mousses. À partir des résultats positifs obtenus au niveau de l'amélioration de l'efficacité des inspections, un montant de 200 000 \$US a été affecté en vue d'acquérir 14 détecteurs supplémentaires pour renforcer les capacités de suivi et d'application de la loi dans les provinces clés qui manquent d'équipement d'essai. **Étant donné que tous les détecteurs n'ont pas été assemblés et livrés aux provinces de destination, les fonds ne seront sans doute pas décaissés avant la fin de 2019.**

40. Afin d'améliorer les capacités d'essai et de faciliter l'exécution de la loi (seulement trois établissements pouvant fournir des rapports d'essai certifié), le gouvernement de la Chine aidera six autres centres d'essai à adopter une norme technique sur les essais d'agent de gonflage de la mousse et à obtenir leur certification en tant que laboratoires d'essai de ces agents d'ici la fin de 2019.

41. Le gouvernement de la Chine a par ailleurs tenu le 18 mars 2019 un atelier international sur le renforcement des capacités en matière de mise en œuvre du Protocole de Montréal en Chine, avec la participation de 10 pays visés à l'article 5 et non visés à l'article 5, du Secrétariat de l'ozone, du Secrétariat du Fonds, du Groupe de l'évaluation scientifique et de toutes les agences d'exécution. Un solde de près de 100 000 \$US a été **utilisé** pour organiser cet atelier, tester les prélèvements de mousse et de polyols accumulés depuis août 2018 et accroître les capacités d'essai.

Secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération à base de CFC

42. Au total, un montant de **411 829 \$US** a été décaissé du **1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019**. Sur les fonds restants de **735 790 \$US au 30 juin 2019**, le **rapport périodique indique un solde de 288 183 \$US à la fin de septembre 2019**, qui devrait être décaissé d'ici la fin d'**octobre 2019**.

43. Les 13 centres de formation créés par le FECO dans 13 villes en vue d'offrir des formations professionnelles aux techniciens en entretien ont achevé leurs projets. En date d'août 2018, plus de 4 100 techniciens, instructeurs et étudiants avaient été formés (trois des centres ont terminé le programme de formation). En 2017-2018, le FECO a effectué des visites sur place et publié des rapports finaux pour l'ensemble des 13 projets de formation.

44. Cinq cents autres techniciens seront formés d'ici la fin de 2018 dans les deux centres de formation supplémentaires ajoutés en 2017. En 2018, le FECO a signé des contrats avec quatre autres centres de formation afin d'offrir des cours sur les pratiques de réfrigération exemplaires, qui **se termineront d'ici la fin octobre 2019**, et réalisé une recherche sur le contrôle des fuites de frigorigène au cours de l'utilisation et de l'entretien de systèmes de climatisation à base de R-290, ainsi que deux enquêtes sur le secteur du démantèlement des navires et sur la chaîne du froid dans les supermarchés. Au total, 150 techniciens et gestionnaires du secteur du démantèlement des navires ont été formés sur les politiques de gestion des SAO et la réduction des émissions de SAO par la récupération.

45. Des activités de suivi et gestion (y compris des consultations, des formations, des évaluations et des vérifications) seront menées par le FECO, en vue de garantir une conformité durable avec les objectifs d'élimination des CFC. Un solde de 15 924 \$US provenant des activités de formation a été affecté au suivi, en particulier à l'acquisition de détecteurs instantanés de SAO pour aider les EEB à réaliser des inspections sur place.

Secteur des solvants

46. Au total, un montant de **758 118 \$US** a été décaissé du **1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019**. Sur les fonds restants de **708 822 \$US au 30 juin 2019**, **le rapport périodique présenté indique un solde de 381 211 \$US à la fin de septembre 2019**, qui devra être décaissé d'ici la fin de 2019.

47. Au 31 août 2018, 3 800 agents de 10 bureaux des douanes avaient reçu une formation sur les questions relatives aux SAO, et chaque bureau dont la vérification des SAO fait partie de ses activités régulières a reçu un équipement d'essai. Au 30 juin 2018, plus de 5 000 agents locaux des EEB avaient reçu une formation sur les politiques relatives aux SAO, et plus de 18 000 personnes avaient participé à des activités de sensibilisation du public. Les EEB locaux ont organisé plus de 30 inspections d'entreprises de SAO. Les 31 EEB ont aidé à terminer les rapports d'achèvement et ont reçu le versement final avant la fin de 2018.

48. Le FECO, avec l'appui de l'Université de Pékin, a terminé le rapport concernant l'analyse de l'incidence de la ratification de l'Amendement de Kigali par la Chine sur la gestion des HFC. Une recherche sur les technologies de remplacement et sur l'optimisation de l'huile de silicone dans cinq établissements⁹ a été menée à bien. On a poursuivi les activités de gestion et suivi, y compris des vérifications sur place, des audits de suivi et des évaluations de projet.

49. **On a mis la dernière main** au système de gestion électronique des documents relatifs aux SAO, et le versement final de 92 307 \$US **a été décaissé**. Un solde de 453 119 \$US, **ainsi que des ressources financières d'autres plans sectoriels**, ont été consacrés à l'acquisition de **50 ensembles** d'équipement d'essai instantané de SAO dans **28 provinces**. **Les 20 premiers ensembles ont été livrés aux EEB locaux, et les 30 restants le seront avant la fin de 2019. Les soldes seront décaissés d'ici la fin de décembre 2019.**

50. Conformément à la décision 73/20, le PNUD a révisé le rapport d'achèvement de projet présenté en 2012, de manière à rendre compte des activités mises en œuvre dans le secteur des solvants au cours des quatre dernières années. Un rapport final sera soumis lorsque les soldes restants seront décaissés.

⁹ Beijing Yuji, Dongyang Weihua, Shanghai Xilikang, Quzhou Sancheng et Huaxia Shenzhou.

Intérêts courus

51. Le tableau 2 présente les intérêts perçus.

Tableau 2 : Intérêts déclarés dans les plans sectoriels en Chine (\$US)

Secteur	1 ^{er} juillet 2018 - 30 juin 2019	1 ^{er} janvier 2010 - 30 juin 2019
Production de CFC, halons, agent de transformation II et mousse PU	979	22 088
Entretien de l'équipement de réfrigération	4 322	97 887
Solvants	24 508	350 144
Total	29 809	470 119

52. Comme dans les rapports passés, les intérêts accumulés dans le secteur des solvants sont sensiblement plus élevés que ceux courus dans d'autres secteurs, étant donné que les intérêts des comptes en RMB sont supérieurs à ceux des comptes en dollars US.

Observations du Secrétariat

Progrès général

53. Lors de la 80^e réunion, les agences d'exécution ont assuré à nouveau que les soldes restants associés à chacun des plans sectoriels seraient entièrement décaissés d'ici la fin de 2018 et que les rapports d'achèvement de projet seraient présentés lors de la première réunion du Comité exécutif en 2019. Le Comité exécutif a donc pris notamment note avec satisfaction que le gouvernement de la Chine avait confirmé que toutes les activités associées à chacun des plans sectoriels seraient achevées d'ici la fin de 2018, que les rapports de recherche et d'assistance technique concernés seraient remis à la dernière réunion de 2018 et que les rapports d'achèvement de projet seraient présentés à la première réunion du Comité exécutif de 2019 (décision 80/27 c)).

54. De plus, le Comité à sa 80^e réunion a tenu des discussions informelles sur la question du retour des soldes, et en rendant compte des résultats, un membre, appuyé par un autre membre, a déclaré qu'alors que la demande de restitution des soldes restants au Fonds avait été retirée, d'après lui et de l'avis d'autres membres, ces soldes devraient être retournés en principe au Fonds ou soustraits des futures approbations, et que la question du retour des soldes devrait être revue lors d'une réunion ultérieure du Comité (UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/59).

55. Les rapports périodiques présentés à la 82^e réunion indiquent que l'engagement à achever toutes les activités d'ici la fin de 2018 n'**avait** pas été rempli dans plusieurs des plans sectoriels, et que l'on a proposé la prolongation de certains plans jusqu'en 2020 (agent de transformation II) et jusqu'en 2022 (halon). Il a par ailleurs été noté que tous les autres plans sectoriels dont la date d'achèvement prévue était décembre 2018 (production de CFC, mousse PU, entretien, solvant) **présentaient** des soldes, qui **devraient** être décaissés en 2019. Sur un solde de 25,89 millions \$US, au 30 juin 2017, seulement 4,13 millions \$US (16 %) avaient été décaissés. Le solde de 22,24 millions \$US **au moment de la 82^e réunion** ne **constituait** encore que 43 % du solde total de 52 millions \$US disponible au 31 décembre 2009.

56. Après avoir noté les points soulevés ci-dessus, le gouvernement de la Chine a souligné qu'il n'y avait aucune décision ni exigence spécifique quant à la restitution des fonds, en soulignant par ailleurs que les fonds restants sont nécessaires pour assurer la satisfaction de l'objectif général d'élimination permanente et durable et étaient prévus en conséquence. De plus, le gouvernement de la Chine a indiqué :

- a) Que toutes les activités importantes dans les secteurs de la production de CFC, de la mousse PU, de l'entretien de l'équipement de réfrigération et des solvants seront

achevées comme prévu d'ici décembre 2018 et que les décaissements finaux seront effectués en 2019;

- b) Que la raison principale pour laquelle les activités dans le secteur des halons n'ont pas été complétées est que de 2014 à 2018, le FECO s'est concentré sur la création et le développement progressif du NHRMC. Celui-ci a récapitulé les enseignements tirés du projet de démonstration concernant la banque de halons (2008-2013) et a élaboré un plan stratégique établissant le système de recyclage des halons en 2014. Après quatre années d'efforts, le NHRMC a vu le jour et est maintenant opérationnel;
- c) Que le non-achèvement du plan du secteur de l'agent de transformation II est dû à trois raisons principales. D'abord, comme l'élimination des résidus de CTC est également contrôlée par le système de gestion des déchets dangereux en Chine, le FECO a d'abord effectué une analyse de faisabilité avant le lancement du projet, y compris des visites avec experts chez les producteurs de sous-produit CTC et dans les centres d'élimination des déchets dangereux, et plusieurs cycles de discussion avec les principaux EEB provinciaux. Deuxièmement, le renforcement des capacités des EEB locaux est un projet à long terme dans le cadre duquel les EEB locaux ont été priés de mener de nombreuses activités et de respecter les jalons établis. Enfin, le CTC, en tant que sous-produit des usines de CM, continuera d'être généré et d'être utilisé comme matière première à l'avenir. Il est donc toujours nécessaire de poursuivre le suivi à long terme de la production et de l'utilisation de cette substance. Et il est essentiel pour le MEE d'améliorer et d'affiner les règlements.

57. Les rapports périodiques présentés à la 84^e réunion indiquent que toutes les activités du secteur de l'entretien seront terminées d'ici octobre 2019; les activités des secteurs de la production de CFC, de la mousse PU et des solvants d'ici décembre 2019; les activités du secteur de l'agent de transformation II d'ici 2020; et les activités du secteur des halons d'ici 2022.

Observations supplémentaires sur les progrès généraux décrits dans le rapport actualisé soumis à la 84^e réunion

Date d'achèvement des plans sectoriels

58. Lors de la 82^e réunion, le gouvernement de la Chine a indiqué que toutes les activités importantes dans les secteurs de la production de CFC, de la mousse PU, de l'entretien de l'équipement de réfrigération et des solvants seraient achevées comme prévu avant décembre 2018, et les décaissements finaux seraient effectués au plus tard en 2019; alors que les plans des secteurs de l'agent de transformation II et des halons seraient respectivement terminés en décembre 2020 et décembre 2022. Le Comité exécutif n'a toutefois pas pris de décision en la matière, et a convenu de reporter l'examen des rapports de vérification financière aux 83^e et 84^e réunions (décisions 82/17 et 83/42). Les mises à jour révèlent qu'aucun des plans sectoriels n'a été achevé en décembre 2018, car ils ont tous des activités supplémentaires en cours ou prévues en 2019.

59. Constatant que le Comité exécutif n'avait pas pris de décision au sujet de la prolongation des projets au-delà de décembre 2018, le Secrétariat est d'avis qu'aucune autre activité n'aurait dû être menée en 2019. Selon le gouvernement de la Chine, l'avis selon lequel aucune autre activité n'aurait dû être menée en 2019 ne peut être jugé correct ou incorrect du point de vue du Comité.

60. Les dates d'achèvement à jour des plans sectoriels proposées par le gouvernement de la Chine sont **octobre 2019 pour le secteur de l'entretien; décembre 2019** pour les secteurs de la production de CFC, de la mousse PU, de l'entretien de l'équipement de réfrigération et des solvants; **décembre 2020** pour l'agent de transformation II; et **décembre 2022** pour le secteur des halons.

Utilisation des fonds de plusieurs secteurs dans des activités communes

61. Il a également été noté qu'une partie des soldes dans plusieurs des secteurs ont été affectés à des domaines transversaux associés au suivi général des plans (p. ex., acquisition d'identifiants de SAO, aide aux douanes, atelier de suivi, coût de la vérification technique pour tous les secteurs/un secteur, c.-à-d., production de CFC). Le gouvernement de la Chine a souligné que certains des soldes sont précisément alloués à ce type d'activité suite aux messages forts envoyés par le Comité et le Secrétariat selon lesquels ceux-ci devraient être écartés des plans sectoriels trop restreints en faveur des activités de suivi, afin d'assurer l'élimination durable des SAO, en particulier le CFC-11.

62. Dans le domaine du renforcement des capacités des EEB, dont les activités ont été menées dans plusieurs secteurs et sont pratiquement terminées, le gouvernement de la Chine a fourni un résumé global de l'aide apportée au fil des ans et des résultats obtenus. Au total, 31 EEB ont participé au projet de renforcement des capacités relatives aux SAO au cours des cinq dernières années, avec l'appui respectivement du plan du secteur de la mousse PU (11 EEB, 2 900 000 \$US), du plan du secteur de l'agent de transformation II (six EEB, 2 800 000 \$US) et du plan du secteur des solvants (14 EEB, 3 880 000 \$US).¹⁰

63. Une brève récapitulation par le FECO des activités mises en œuvre est présentée ci-dessous :

- a) Mise sur pied d'un mécanisme de coordination de la conformité pour la protection de la couche d'ozone à l'échelle des gouvernements locaux; enquête de données sur la production et la consommation de SAO, et sur les ventes, les importations et les exportations de SAO, s'il y a lieu; et recensement des entreprises consommatrices de SAO dans leur juridiction;
- b) Nouveaux projets de construction contrôlés de manière rigoureuse par l'approbation d'une évaluation de l'incidence environnementale à l'échelle locale, pour s'assurer qu'aucune nouvelle installation de production et de consommation de SAO n'est approuvée en Chine, sauf pour utilisation comme matière première;
- c) Organisation d'ateliers de formation sur la gestion des SAO et la conformité à l'intention des agents et entreprises des villes et des comtés. Plus de 35 000 agents d'EEB locaux et autres organismes concernés et plus de 13 000 membres du personnel de gestion d'entreprises ont reçu une formation. Activités de sensibilisation à la protection de la couche d'ozone à la grandeur du pays par Internet, la télévision, les écoles ou les collectivités;
- d) Mesures conjointes visant à traquer les comportements illicites concernant les SAO, à partir de l'information reçue par l'intermédiaire de la plate-forme de communication de données et autres sources, ainsi que du ministère et d'EEB locaux.

64. En outre, grâce aux fonds du secteur de la production de CFC, un atelier de formation a eu lieu à Changsha, dans la province de Hunan, du 21 au 23 janvier 2019, à l'intention de 140 agents de toutes les provinces, en vue de partager l'expérience et les enseignements tirés relativement à la gestion des SAO.

65. En ce qui a trait au plan visant à fournir des détecteurs instantanés de SAO aux EEB en vue de renforcer leurs capacités de suivi et d'exécution de la loi, qui est également intégré à plusieurs plans sectoriels, le gouvernement de la Chine a également transmis un résumé global. Le financement total à cette fin est estimé à 768 479 \$US, en provenance des sources suivantes : plan de production des CFC (99 436 \$US), plan du secteur de la mousse PU (200 000 \$US), plan du secteur des solvants

¹⁰ Un tableau présentant la valeur des contrats signés avec chaque EEB a été mis à la disposition du Secrétariat.

(453 119 \$US) et plan du secteur de l'entretien (15 924 \$US). Afin d'utiliser efficacement les fonds, le MEE prévoit combiner le solde de ces quatre secteurs pour acheter le même type de détecteurs pour les EEB locaux. Il entend acquérir le plus possible de détecteurs par le système d'approvisionnement centralisé. Tous les EEB provinciaux seront couverts, en particulier les grands secteurs de consommation de mousse PU, qui recevront un plus grand nombre des détecteurs.

66. Le gouvernement de la Chine a par ailleurs expliqué que les détecteurs instantanés du type mallette¹¹ sont en mesure de tester les composants des produits de mousse, des agents de gonflage ainsi que des polyols prémélangés. Lors des essais, l'échantillon prélevé est inséré dans le détecteur par l'orifice d'alimentation. Celui-ci génère ensuite une modélisation d'essai selon les substances chimiques renfermées dans l'échantillon par la méthode de chromatographie gazeuse. En fonction des différentes périodes de pointe des substances chimiques, le composant des agents de gonflage peut être dépisté de manière préliminaire. Le processus d'essai complet d'un échantillon dure en général à peu près 20 minutes.

67. Le Secrétariat soutient l'utilisation de ces soldes restants pour la fourniture de détecteurs instantanés de SAO aux EEB, étant entendu que le gouvernement de la Chine continuera de rendre compte des résultats des activités de suivi des EEB locaux, y compris les cas où on a détecté du CFC-11, dans les futurs rapports de vérification financière. Quand tous les soldes restants au titre des projets figurant dans la vérification financière auront été décaissés et que ces projets auront été achevés, le Secrétariat propose que le gouvernement de la Chine continue de communiquer ces résultats dans les rapports périodiques annuels du secteur de la mousse PU au titre du PGEH.

Résumé des soldes restants et des activités proposées

68. En résumé, à partir des renseignements fournis par le gouvernement de la Chine jusqu'à la 84^e réunion, sur le solde de **14,75 millions \$US, le montant de 2,52 millions \$US provenant des plans des secteurs de la production de CFC, de la mousse PU, des solvants et de l'entretien sera utilisé principalement dans les activités de suivi en cours et sera décaissé au plus tard en décembre 2019; un montant de 3,07 millions \$US provenant du plan du secteur de l'agent de transformation II servira au système de gestion en ligne des SAO et à la formation pour les douanes, ainsi qu'aux activités visant à renforcer le suivi durable à long terme des SAO, et sera décaissé jusqu'en décembre 2020; et 9,15 millions \$US du plan du secteur des halons seront affectés aux activités destinées à améliorer le système de recyclage et à assurer la gestion durable des halons, et seront décaissés jusqu'en décembre 2022.**

Suivi de la viabilité de l'élimination

69. Chaque plan sectoriel a alloué des fonds aux activités que le Secrétariat juge utiles pour aider au suivi durable à long terme de l'élimination, y compris la supervision et la gestion, et les activités relatives à la gestion de l'information, au renforcement des capacités des EEB, et autres. Lors de **la 82^e réunion**, le Secrétariat a demandé à ce que le gouvernement de la Chine fournisse des renseignements supplémentaires sur la façon dont les activités menées contribueraient au suivi durable à long terme de l'élimination. **Afin de faciliter la consultation**, les renseignements fournis par le gouvernement de la Chine et les observations du Secrétariat, **tels qu'ils figurent dans le document présenté à la 83^e réunion**, apparaissent ci-après.

Secteurs de la production de CTC et de l'agent de transformation

¹¹ Chromatographe portable à gaz de photo-ionisation, modèle EW-4400, fabriqué par East and West Analytical Instruments et vendu à 20 000 \$US l'unité.

70. Le CTC continue d'être coproduit dans les usines de CM (avec le chlorure de méthyle, le chlorure de méthylène et le chloroforme), où le rapport de CTC produit est réduit le plus possible. Il est encore utilisé comme matière première par un certain nombre de producteurs de substances chimiques, dans les applications d'agent de transformation, avec contrôle des émissions de CTC, et dans les laboratoires, tel qu'autorisé par les Parties au Protocole de Montréal et en accord avec le système national d'enregistrement et de quotas. Afin de garantir que la production et la consommation de CTC respectent le plafond autorisé par le gouvernement de la Chine, le MEE/FECO émet des quotas de consommation de CTC pour les utilisations en laboratoire et les applications d'agent de transformation à l'intention des entreprises concernées. Chaque utilisateur de CTC comme matière première doit être inscrit auprès du MEE/FECO. Les producteurs de CTC qualifiés sont autorisés à vendre cette substance aux utilisateurs enregistrés ou détenant un quota de consommation. Tout CTC excédentaire produit par des producteurs qualifiés doit être transformé en chlorure de méthylène/perchloroéthylène (MCI/PCE) ou incinéré. Il faut donc assurer la surveillance continue de la production et de la consommation de CTC et en rendre compte au MEE/FECO, et les EEB locaux doivent effectuer régulièrement des inspections.

71. Afin de renforcer le suivi quotidien des producteurs de CTC par le MEE et les EEB locaux, le système de suivi en ligne du CTC devrait être relancé et mis à jour. On doit établir la plate-forme de suivi en ligne, par laquelle le MEE et les EEB locaux peuvent obtenir des données en temps réel en provenance des producteurs de CTC.

72. Comme cela a été indiqué au cours de la mise en œuvre du plan d'élimination de la production de CTC, des résidus renfermant du CTC sont générés avec la production de cette substance. Si non incinéré ou non confié à l'incinération, il y a le risque que le CTC soit récupéré et vendu pour usage illicite. Afin de diminuer ce risque, le FECO a financé des installations d'incinération dans neuf usines de CM, et les EEB locaux devront suivre l'élimination des résidus de CTC.

73. Le gouvernement de la Chine a annoncé en 2017 son engagement à éliminer d'ici 2019 l'utilisation de CTC pour des essais de laboratoire portant sur les huiles, graisses et hydrocarbures présents dans l'eau. Afin de remplacer cette substance par un agent d'extraction sans SAO, le MEE a effectué des recherches, des essais et des analyses qui ont permis de déterminer les façons de remplacer le CTC, et des normes nationales pertinentes devraient être publiées dans un avenir prochain. Comme le remplacement du CTC n'est pas uniquement une question technique, le MEE continuera de mener les formations voulues et de promouvoir des technologies de remplacement, et lancera un projet visant à encourager les entreprises à améliorer la qualité du réactif de remplacement du CTC en laboratoire.

74. Le gouvernement a par ailleurs fait savoir que les fonds restants pourraient être utilisés pour tout nouvel agent de transformation que les Parties pourraient décider d'ajouter à la liste des agents réglementés par le Protocole de Montréal.

75. Conscient de ces problèmes, le gouvernement de la Chine estime que le programme devrait être prolongé au-delà de 2018 et qu'il faudrait continuer d'utiliser les fonds pour garantir la viabilité de l'élimination du CTC pour les usages réglementés.

76. Le Secrétariat s'est félicité de la proposition voulant affecter 1 200 000 \$US au suivi et à la gestion à long terme dans le secteur. Tout en appuyant ce type d'affectation, le Secrétariat a noté le niveau élevé de financement et cherché à mieux comprendre comment les activités à financer sont associées à celles déjà menées. Il a également voulu savoir comment les producteurs de CTC obtiennent leur qualification; comment les utilisateurs sont enregistrés et si un tel enregistrement serait limité aux utilisateurs ayant une application d'agent de démonstration démontrée, aux utilisations comme matière première ou aux usages en laboratoire; si et comment le FECO a attribué un quota pour le CTC; s'il y a des renseignements supplémentaires concernant le système de suivi en ligne, y compris la date prévue de mise en service; et si toutes les usines de CM étaient tenues d'avoir et d'utiliser un incinérateur pour éliminer les résidus de CTC.

77. Le gouvernement de la Chine a révélé l'existence de 15 producteurs de CM avec coproduction de CTC et autres CM. Seulement trois de ces producteurs sont autorisés à vendre du CTC à des utilisateurs inscrits, le FECO attribuant un quota annuel uniquement pour les utilisations comme matière première, en laboratoire et comme agent de transformation. Seuls des producteurs détenant un quota de production avant 2007 sont autorisés à vendre cette substance. Le MEE/FECO vérifie leur statut chaque année.

78. Au total, huit entreprises qualifiées pour les utilisations comme agent de transformation et en laboratoire doivent demander un quota d'acquisition annuel au MEE. Pour 2017, le MEE a attribué des quotas de 395 tm à ces huit entreprises. Dans le cas des utilisateurs de matière première, c'est le MEE qui gère les enregistrements annuels. L'utilisateur de CTC comme matière première qui veut s'enregistrer doit présenter les documents d'approbation nécessaires, y compris une étude d'impact environnemental (EIA). Le FECO annonce les résultats de l'enregistrement sur son site Web après avoir examiné les documents soumis en vue de confirmer l'utilisation comme matière première et la quantité de CTC, qui ne peut excéder la capacité approuvée de l'installation de matière première figurant dans le document EIA. L'enregistrement indique le type de produit à générer en utilisant du CTC et la quantité de CTC employée.

79. En Chine, l'élimination des résidus de CTC doit être conforme au règlement de gestion des déchets dangereux, qui constitue un régime différent du règlement sur les SAO. En vertu de la politique actuelle, les producteurs de CM peuvent choisir entre les deux options suivantes : éliminer les résidus de CTC dans leurs propres installations d'élimination, avec une étude EIA approuvée par les EEB locaux, ou envoyer les résidus dans un centre qualifié d'élimination des déchets dangereux. Les producteurs sont tenus de déclarer la quantité de résidus produite, éliminée et entreposée aux EEB locaux. De plus, les installations d'élimination internes sont surveillées par les EEB locaux pour garantir la conformité avec la norme nationale relative aux déversements et les exigences de l'étude EIA approuvée. Le FECO a par ailleurs expliqué que trois des producteurs de CM font partie d'un groupe d'entreprises qui produisent du HCFC-22; ces usines n'appartiennent toutefois pas aux entreprises de production de HCFC-22, mais sont des entités indépendantes au sein du groupe. Par conséquent, les incinérateurs utilisés pour la destruction du sous-produit HFC-23 sont différents de ceux servant à détruire le CTC; les subventions accordées pour la destruction du sous-produit HFC-23 sont également distinctes de celles qui sont destinées à l'élimination du CTC.

80. Les EEB locaux effectuent des inspections chez tous les producteurs et utilisateurs enregistrés de CTC, dans les secteurs qui relèvent de leur compétence. En vertu du règlement actuel, il n'y a aucune exigence obligatoire pour la fréquence des inspections, mais en pratique, il y en a au moins une par année. Les EEB locaux effectuent des inspections chez les distributeurs qui entreposent le CTC sur place. L'inspection régulière des producteurs de CTC et des utilisateurs de CTC comme matière première se poursuivra après le dernier versement et l'achèvement du projet.

81. Le système de suivi en ligne du CTC a été mis hors service en 2015 en raison d'un problème technique. Ce système ne couvrait que les producteurs de CM au titre du plan du secteur du CTC, mais non les nouveaux producteurs de CM, ce qui fait que le MEE/FECO s'est attaché à trouver des moyens d'étendre le système de suivi en ligne du CTC à tous les producteurs de CM.

82. Les soldes restants devraient être affectés à un système de gestion en ligne des SAO (250 000 \$US), au renforcement des capacités de l'Administration des douanes (750 000 \$US) et à six activités visant à renforcer le suivi durable à long terme des SAO (1,24 million \$US). Le Secrétariat note ce qui suit :

- a) Le système de gestion en ligne des SAO permettra à toutes les entreprises qui utilisent des SAO de s'enregistrer comme un utilisateur de SAO et de déclarer les données s'y rapportant. Le Secrétariat soutient la proposition en principe, tout en soulignant qu'il ne connaît pas assez bien le système existant de gestion en ligne des SAO pour être capable

de déterminer comment ce système sera modifié et, par conséquent d'établir un niveau de financement raisonnable pour cette activité. De plus, le financement d'autres projets, y compris les plans des secteurs de la production de MB, et des appareils de réfrigération et de climatisation à usage industriel et commercial au titre du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) et du plan de gestion de l'élimination de la production de HCFC (PGEPH), a également été utilisé pour renforcer le système de gestion en ligne des SAO. Un tel regroupement de fonds est sans doute un moyen efficace d'utiliser les ressources, mais cela rend très complexe le processus de suivi de l'état financier et de l'état de mise en œuvre;

- b) Le financement est proposé de la même manière pour le renforcement des capacités de l'Administration des douanes au titre du plan du secteur de la production de MB. Le FECO a expliqué que le contrat au titre de ce secteur est axé sur le MB pour la quarantaine et les traitements préalables à l'expédition, alors que le renforcement des capacités au titre du plan du secteur de l'agent de transformation II serait centré sur les activités anticontrebandes. Vu les retards dans la signature du contrat au titre du secteur de la production de MB, le Secrétariat estime qu'il sera essentiel de suivre de près la progression de cette activité pour veiller à ce qu'elle soit terminée d'ici décembre 2020;
- c) Alors que les six activités proposées seront utiles, le Secrétariat n'est pas précis quant au niveau de financement qui sera affecté à chaque activité. Il croit en outre qu'il serait important d'intensifier le processus de compte rendu au Comité exécutif sur les résultats de certaines de ces activités. Par exemple, l'activité relative à la supervision des marchés pourrait aider à comprendre comment les producteurs de CFC-11 ont pu acheter du CTC. De plus, cette activité correspond aux tâches dont pourrait s'acquitter un cabinet d'experts-conseils pendant toute la durée du contrat. Selon le Secrétariat, il pourrait être utile de poursuivre la supervision des marchés après l'achèvement du projet, et on pourrait prévoir à cet effet des fonds au sein du budget du MEE. L'élaboration et la mise à niveau du système de suivi en ligne de la production de CTC pourraient être efficaces pour ce type de supervision. Le Secrétariat propose que le gouvernement de la Chine, par l'entremise de la Banque mondiale, fournisse des renseignements supplémentaires sur les activités proposées, leur budget, ainsi qu'un rapport périodique sur leur mise en œuvre, à la 85^e réunion. Le Comité exécutif pourrait également souhaiter donner d'autres indications quant au montant d'un million \$US affecté au système de gestion en ligne des SAO et au renforcement des capacités de l'Administration des douanes.

83. Comme il en a été question dans le document sur l'aperçu des systèmes nationaux de suivi, d'établissement de rapports et de vérification figurant dans la partie I du document **UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/11/Add.1**, le Secrétariat souscrit activement aux mesures proposées en vue de renforcer le suivi du CTC, et partage l'avis selon lequel il est primordial d'améliorer le suivi du CTC pour garantir à la fois la viabilité de l'élimination des usages réglementés de CTC et de la production de CFC. Selon d'autres renseignements fournis par le gouvernement de la Chine, des installations illégales de production de CFC récemment découvertes utilisaient la filière de la production commune, c.-à-d., la fluoration en phase liquide du CTC et du fluorure d'hydrogène anhydre en présence de chlorure d'antimoine; ces installations ont pu acheter du CTC pour utilisation comme matière première, ce qui laisse penser qu'il serait bénéfique de consolider les mécanismes de suivi du CTC. Le Secrétariat estime que les mesures proposées seront utiles à cet effet. Il ne s'explique toutefois pas pourquoi les usines de PCE n'ont pas été incluses dans les activités de surveillance du CTC du gouvernement de la Chine.

Élimination de la production de CFC

84. Lors de la 82^e réunion, le gouvernement a indiqué que comme cela a été révélé dans les récents résultats de la surveillance atmosphérique, on a décelé des traces de production et d'émission de CFC, en particulier le CFC-11. Étant donné que toutes les installations connues de production de CFC ont été démantelées dans le cadre du plan du secteur de l'élimination des CFC, et que le FECO avait visité tous les précédents producteurs de CFC et s'était rendu compte qu'aucun d'entre eux n'avait redémarré la production, il est évident que toutes ces traces proviennent d'usines illicites ne détenant pas de permis. Le Secrétariat constate que les vérifications effectuées conformément au plan du secteur de l'élimination de la production de CFC comportaient des preuves photographiques et vidéo qui montraient hors de tout doute que l'équipement principal avait été détruit ou rendu inutilisable.

85. Afin de découvrir toute production de CFC illégale, le système de surveillance de la production de CTC sera consolidé, comme cela est indiqué, au titre du projet d'agent de transformation. Le FECO propose en outre d'étendre le programme provincial de surveillance atmosphérique à certaines provinces soupçonnées d'être le théâtre d'une production illicite.

86. La production de CFC nécessite du CTC et du fluorure d'hydrogène anhydre. Soulignant qu'il serait difficile de surveiller l'utilisation de cette substance, le Secrétariat estime que renforcer le suivi de la production de CTC constituerait une mesure clé pour prévenir toute future production illicite de CFC. De même, selon lui, la proposition demandant d'étendre le programme de surveillance atmosphérique serait d'un grand secours pour détecter et éliminer cette production. Le Secrétariat a demandé si le programme actuel de surveillance atmosphérique détient déjà des instruments permettant d'observer les CFC et le CTC, et comment celui-ci pourrait être élargi. L'examen des systèmes MRVE actuels (décisions 82/65 et 82/71 a) soumis par le gouvernement de la Chine offre d'autres renseignements sur le réseau national de surveillance atmosphérique et présente ses plans visant à l'élargir en vue d'assurer la viabilité de l'élimination des SAO; **et le rapport joint au présent document, transmis par le gouvernement de la Chine conformément à la décision 83/41 e), actualise les progrès accomplis en vue de mettre sur pied le réseau de surveillance atmosphérique, et fournit de l'information sur une autre installation de production de CFC-11 qui a été détectée en 2019.**

Secteur de la mousse PU

87. Le gouvernement a précisé qu'alors qu'il présume que le CFC-11 a été éliminé, on sait maintenant que certains CFC pourraient être illégalement produits et utilisés comme agent de gonflage dans le secteur de la mousse PU. Afin de pouvoir déterminer le type d'agent de gonflage utilisé et découvrir l'utilisation illégale de CFC-11 dans ce secteur, on a renforcé les capacités d'inspection des EEB locaux. Mais il faut toutefois encore intensifier la surveillance des fabricants de mousse PU et des sociétés de formulation de mousse. Le gouvernement croit par conséquent qu'il est nécessaire de poursuivre le programme de surveillance au-delà de 2018, jusqu'au décaissement complet du financement de la Chine.

88. En outre, même si les entreprises de mousse qui ont remplacé le CFC-11 font l'objet d'une surveillance continue et étendue, avec notamment le prélèvement d'échantillons de mousse aux fins d'analyse de l'agent de gonflage contenu, le gouvernement reconnaît que le suivi du CFC-11 pourrait être déficient si l'on ne parvient pas à surveiller toutes les applications au-delà de la mousse. Le gouvernement de la Chine et les agences d'exécution prévoient donc de coordonner les activités de surveillance entre les secteurs.

89. Le Secrétariat a fait état de la nécessité d'assurer l'élimination viable du CFC-11, même après le décaissement complet du financement au titre du plan de secteur de la mousse PU, et a constaté que 420 entreprises de mousse et sociétés de formulation avaient été visitées dans cinq provinces, et que plus de 780 échantillons de matière brute avaient été prélevés aux fins d'analyse. S'agissant du pourcentage réduit d'échantillons soupçonnés de renfermer des CFC-HCFC, le Secrétariat a demandé si l'analyse effectuée par des laboratoires certifiés avait confirmé l'utilisation de CFC et, si c'était le cas, dans quelle proportion et quels seraient les règles et règlements qui s'appliqueraient aux entreprises utilisatrices.

90. Le gouvernement a répondu que les entreprises dont les échantillons renfermaient des CFC-HCFC font actuellement l'objet d'une enquête sous le mandat conjoint de l'EBB local et des services de sécurité publique (police locale). Les résultats devraient être diffusés publiquement d'ici la fin d'octobre. Le rapport actualisé présenté à la **83^e réunion** précisait que trois entreprises de la province de Shandong avaient été reconnues coupables d'utilisation illicite de CFC-11 et avaient subi une sanction conformément au règlement; le dossier était maintenant clos. Le gouvernement a expliqué que cela faisait partie des activités de surveillance provinciale. Les dix cas signalés dans le rapport de suivi et évaluation sont le résultat de la campagne spéciale de 2018.

91. Quant aux règles et règlements qui s'appliqueraient aux entreprises utilisatrices de SAO interdites, le gouvernement a répété que jusqu'ici, trois entreprises avaient utilisé illégalement du CFC-11 et avaient été sanctionnées aux termes du règlement de gestion des SAO. **Les plus récents renseignements sur les résultats de ces activités de surveillance figurent dans le rapport joint au présent document, présenté par le gouvernement de la Chine en accord avec la décision 83/41 e).**

92. Le Secrétariat souligne que l'utilisation de HCFC-141b par une entreprise engagée dans l'élimination de cette substance peut faire l'objet de sanctions conformément à la réglementation locale. Toutefois, dans le cas du CFC-11, il faudrait déterminer si la substance provient des stocks, de gaz recyclés de précédentes utilisations (p. ex., refroidisseurs) ou de la production après l'échéance de l'élimination totale, ce qui pourrait éventuellement valoir une sanction pour non-conformité avec l'Accord pour la production de CFC et peut-être l'Accord pour la consommation de cette même substance. Il faudrait mener une analyse plus poussée.

Secteur des solvants

93. Le gouvernement a indiqué que pour renforcer encore davantage le suivi durable à long terme de l'élimination dans le secteur des solvants, le FECO a aidé les EEB locaux à surveiller les activités

relatives aux SAO et à contrôler la production et l'utilisation illicites dans leur province. En outre, certains bureaux locaux ont mis sur pied des mécanismes à long terme en diffusant des politiques de gestion et des exigences d'évaluation de l'efficacité à l'intention des agents de gestion des SAO. Par ailleurs, en appuyant l'élaboration de techniques de mise en œuvre pour le secteur des solvants, plusieurs experts avaient reçu une formation pour assurer un soutien efficace et à long terme du suivi durable de l'élimination. Tout en notant que ces activités étaient utiles, le Secrétariat a indiqué qu'il n'était pas encore évident d'établir comment ces mesures, en particulier la dernière, pourraient contribuer à l'effet souhaité.

Secteur de l'entretien

94. Le gouvernement a souligné que les projets d'assistance technique pour la recherche sur les fuites pendant l'entretien et les enquêtes de données étaient étroitement associés à la mise en œuvre du PGEH. La recherche sur les fuites de frigorigène pendant l'entretien et l'utilisation d'appareils de réfrigération et de climatisation à base de R-290 fait partie du programme de recherche sur les solutions de remplacement. L'enquête de données dans le sous-secteur des supermarchés est lié à la promotion des meilleures pratiques d'entretien dans ce sous-secteur. Le Secrétariat a noté que ces activités étaient utiles mais non capables de contribuer au suivi durable et à long terme.

Secteur des halons

95. La situation dans le secteur des halons est quelque peu différente des autres secteurs, étant donné qu'il y a une demande continue de halon-1211 et de halon-1301 pour les usages pour lesquels aucune solution de remplacement n'est disponible. La demande est censée être satisfaite au moyen de halons récupérés et recyclés en attendant d'autres options. Le programme de recyclage des halons est une composante essentielle du plan du secteur des halons. Ce dernier comporte également des banques de halons comme élément essentiel. La mise en œuvre de ce volet a été retardée, comme cela a été indiqué.

96. Le gouvernement estime que le risque de production illicite de halon-1211 est très faible vu le stock important de halon-1211 produit avant l'élimination totale et la demande annuelle limitée de 20 à 30 tm/an. Le stock restant se trouve chez un ancien producteur. Le gouvernement de la Chine propose de soit déplacer la totalité ou une partie de ce stock afin qu'il soit entreposé dans des conditions sûres et contrôlées, soit d'en détruire ou reconvertir une partie. Il estime qu'il est essentiel d'éviter les émissions produites par plus de 2 200 tm de halon-1211.

97. En revanche, le halon-1301 est encore produit uniquement pour utilisation comme matière première; cette nouvelle production n'est pas ajoutée au stock, mais sert exclusivement à cette utilisation. Le gouvernement présume que la demande d'usage réglementé de halon-1301 est couverte par les stocks existants, et que cette substance est récupérée d'installations de protection incendie démantelées et régénérée pour les applications sans solution de remplacement. On constate une demande continue en halon-1301 pour les systèmes existants d'extinction incendie, pour lesquels aucune autre option n'est possible en raison de problèmes de sécurité, et pour l'aviation civile, où aucune solution n'est disponible pour certains systèmes d'extincteurs d'aéronefs. Ce secteur est en expansion à l'échelle mondiale, en particulier en Chine, avec une croissance annuelle attendue de plus de 10 % au cours des cinq à dix prochaines années.

98. Le secteur du halon-1301 connaît deux problèmes. Premièrement, cette substance est encore produite¹² pour utilisation comme matière première par un producteur et vendue à huit producteurs de fipronil (pesticide). Il est donc essentiel de s'assurer que les nouveaux halons produits sont vendus à ces huit entreprises et qu'elles les utilisent comme matière première pour le fipronil et ne les vendent pas pour

¹² Comme cela est indiqué dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/SGP/03, on emploie du HFC-23 comme matière première dans la production de halon-1301.

d'autres usages. Le deuxième enjeu consiste à s'assurer que les autres utilisateurs sans solution de remplacement approuvée sont suffisamment approvisionnés en halon-1301, en particulier le secteur de l'aviation civile. Le gouvernement est d'avis qu'afin d'éviter la nécessité d'affecter une production aux usages essentiels, la demande actuelle ne peut être satisfaite que par du halon-1301 récupéré du marché. Il est donc primordial de poursuivre le programme de recyclage du halon-1301 pour garantir l'approvisionnement en halon-1013 et éviter le risque de production illicite.

99. Le Secrétariat convient que le programme de recyclage des halons est un élément utile pour l'approvisionnement continu en halon-1301. Mais il ne sait pas précisément comment le gouvernement de la Chine entend assurer le suivi durable à long terme de l'élimination des halons après l'achèvement du projet.

Questions d'ordre financier dans certains sous-secteurs

100. En ce qui a trait au plan du secteur de la production de CFC, le Secrétariat a constaté qu'un contrat d'une valeur de 112 153 \$US avait été signé pour la production d'une vidéo sur les connaissances essentielles concernant les SAO, l'état d'avancement de la mise en œuvre du Protocole de Montréal et les compétences que doivent posséder les agents d'exécution de la loi et les fournisseurs de SAO. En expliquant comment cette activité est associée au secteur de la production de CFC et renforcera le suivi durable de l'élimination, le gouvernement a précisé que la série de textes de ces vidéos seront utilisés par l'Administration des douanes au cours de la formation sur la gestion de l'importation et de l'exportation de SAO destinée à améliorer la capacité de supervision du personnel des douanes et les connaissances en matière d'efficacité des agents des douanes sur place. L'Administration formera également les entreprises œuvrant dans le secteur de l'importation et de l'exportation de SAO sur la conformité avec les exigences relatives à la gestion des SAO, afin de renforcer la sensibilisation à la conformité, et les compétences et niveaux de gestion du secteur de la formation.

101. En ce qui a trait à l'agent de transformation II, des contrats d'une valeur de 4,6 millions \$US ont été signés en août 2018 avec neuf entreprises pour la construction de trois incinérateurs, la mise à niveau de deux incinérateurs existants, la construction de deux dispositifs de réduction des résidus et des subventions pour les coûts d'exploitation dans deux cas. Étant donné que les entreprises recevront le premier versement de 80 % de la valeur du contrat d'ici la fin de 2018, le Secrétariat a demandé des éclaircissements concernant l'étape que les entreprises doivent franchir pour obtenir les fonds et a demandé s'il s'agissait d'un projet rétroactif. Le gouvernement a expliqué que ce sont des projets d'investissement qui seront achevés d'ici 2019 (non rétroactifs) et que l'étape à compléter pour le premier versement consiste à achever la mise à niveau ou la mise en place d'installations d'élimination. Il revient aux entreprises concernées de prendre en charge les coûts s'y rapportant, le FECO ne fournissant qu'une petite partie des fonds en vue de stimuler l'élimination interne des résidus de CTC. Ce projet vise à encourager les producteurs de CTC à éliminer leurs résidus à l'interne au lieu de les acheminer à d'autres centres d'élimination ou même de les vendre pour réutilisation. Le Secrétariat note que ce type de vente serait considéré comme une consommation.

Rapports de recherche et d'assistance technique

102. Au sujet de l'impact attendu de l'assistance technique fournie avec ces soldes sur la mise en œuvre des plans sectoriels au titre du PGEH, du PGEPH et de l'élimination des HCFC, le gouvernement a affirmé qu'il est nécessaire d'offrir une assistance technique dans les secteurs de la mousse PU et de la production de CFC, afin de s'assurer que les fabricants qui utilisent des solutions de remplacement et les producteurs de substances de remplacement des CFC continuent de disposer des meilleures options techniques possible à mesure que le marché évolue. L'objectif consiste notamment à empêcher les entreprises ayant opté pour des solutions de remplacement des SAO de revenir aux HCFC, en cas de problèmes avec les autres options.

103. Au cours des quatre dernières années, le plan du secteur des solvants a soutenu la recherche et plusieurs études, y compris la R.-D. concernant les substances de remplacement sans PAO et à faible PRP. Deux nouvelles options (solvant à base de HC, huile de silicone sans solvant) ont été choisies par des entreprises de solvants pour remplacer le HCFC-141b au cours de la mise en œuvre de l'élimination, et trois autres solutions en sont au stade de préparation de la certification voulue pour plus d'applications. Cette recherche et ces études visent à offrir des solutions techniques viables à l'industrie, et à tenter d'empêcher les entreprises de réutiliser des HCFC lorsqu'elles sont aux prises avec des problèmes techniques.

104. Le rapport périodique du secteur de la mousse PU comporte des résumés intéressants sur les études menées, principalement sur l'efficacité des solutions de remplacement. Compte tenu du fait que les études ont été réalisées avec l'aide du Fonds multilatéral, le Secrétariat a demandé les rapports complets sur les activités de recherche dans tous les secteurs, en vue d'envisager comment ceux-ci pourraient être diffusés. Le FECO a pris note de la demande du Secrétariat pour ce qui est de la présentation des rapports pertinents, et a précisé qu'il communiquerait avec les établissements pour vérifier si certains renseignements confidentiels ne peuvent être divulgués. Plusieurs de ces rapports ont déjà été transmis au Secrétariat du Fonds, alors que d'autres en sont à la finalisation.

Recommandation

105. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note :
 - i) Des rapports de vérification financière des secteurs de la production de CFC, des halons, de la mousse de polyuréthane (PU), de l'agent de transformation II, des solvants et de l'entretien en Chine, figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/84/22/Add.1;
 - ii) Que les soldes restants associés à chacun des plans sectoriels n'avaient pas encore été entièrement décaissés en **juin 2019**;
 - iii) Que le gouvernement de la Chine avait confirmé que les plans des secteurs de la production de CFC, de la mousse PU, des solvants et de l'entretien seront achevés et que les soldes associés seront décaissés d'ici **décembre 2019**;
- b) Décider de prolonger les plans des secteurs de l'agent de transformation II et des halons respectivement jusqu'en 2020 et 2022;
- c) Prier le gouvernement de la Chine, par l'entremise des agences d'exécution concernées :
 - i) **De présenter à la 85^e réunion le rapport de vérification financière en date de décembre 2019 pour les secteurs de la production de CFC, des halons, de l'agent de transformation II, de la mousse PU, des solvants et de l'entretien de l'équipement de réfrigération à base de CFC, ainsi que les rapports d'achèvement de projet pour les plans des secteurs de la production de CFC, de la mousse PU, des solvants et de l'entretien;**
 - ii) **Restituer au Fonds multilatéral lors de la 85^e réunion les soldes restants associés aux plans des secteurs de la production de CFC, de la mousse PU, des solvants et de l'entretien;**
 - iii) **Présenter les résultats des activités de surveillance des bureaux de l'écologie**

et de l'environnement locaux, y compris lorsque du CFC-11 a été détecté, dans les futurs rapports de vérification financière, et dès que tous les soldes restants au titre des projets figurant dans la vérification financière auront été décaissés et que ces projets auront été achevés, continuer de faire rapport au titre des rapports périodiques annuels sur la phase II du plan du secteur de la mousse PU relevant du plan de gestion de l'élimination des HCFC;

- iv) Présenter les rapports de recherche et d'assistance technique complétés **restants** concernant tous les secteurs, en vue d'une diffusion éventuelle aux autres parties visées à l'article 5;
- d) **Prier le gouvernement de la Chine, par l'entremise de la Banque mondiale, de fournir des renseignements supplémentaires à la 85^e réunion sur les activités à mener au titre du plan du secteur de l'agent de transformation II, leur budget, ainsi qu'un rapport périodique sur leur mise en œuvre.**

PARTIE III : PLAN SECTORIEL POUR L'ÉLIMINATION DE LA PRODUCTION DE BROMURE DE MÉTHYLE (ONUUDI)

Contexte

106. Le Comité exécutif à sa 83^e réunion a pris note du rapport périodique relatif au développement du système d'information de gestion et de son intégration dans le programme de surveillance et de supervision que l'Administration des douanes cherche à mettre en œuvre, et de la mise à jour du plan de travail afin de garantir la surveillance à long terme du bromure de méthyle après l'achèvement du plan d'élimination de la production de bromure de méthyle, tous deux présentés par l'ONUUDI; et a demandé au gouvernement chinois, par l'entremise de l'ONUUDI, de fournir à la 84^e réunion une mise à jour du contrat de surveillance et de supervision prévu d'être mis en œuvre par l'Administration des douanes et d'inclure une mise à jour du système d'étiquetage et de traçabilité du bromure de méthyle dans le rapport annuel sur l'état de mise en œuvre du plan sectoriel d'élimination de la production de bromure de méthyle (décision 83/44). Au nom du gouvernement de la Chine, l'ONUUDI a soumis à la 84^e réunion les mises à jour et le rapport périodique demandés.

107. L'Accord avec le Comité exécutif imposait une production annuelle maximale autorisée de zéro pour les usages réglementés de bromure de méthyle en 2015 et au-delà, sauf pour la quarantaine et les traitements préalables à l'expédition, les utilisations comme matière première et les utilisations essentielles qui doivent être approuvés par les Parties. De plus, le Comité exécutif à sa 83^e réunion a demandé au gouvernement de la Chine et à l'ONUUDI d'inclure dans la vérification de la production de bromure de méthyle en 2018, demandée par la décision 82/19 e), les quantités employées pour la consommation de bromure de méthyle. Les Parties ont autorisé 87,24 tonnes métriques (tm) pour les dérogations pour utilisations essentielles en Chine pour 2018.

108. Le gouvernement de la Chine n'a pas présenté de demande de dérogation pour utilisations essentielles dans le secteur de la production en 2019. Le rapport de vérification de 2018 a confirmé que la production nationale concordait avec les dispositions de l'Accord. Le gouvernement a déclaré une production de bromure de méthyle au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal qui correspond à ce qui figure dans le rapport de vérification.

Tableau 3 : Production vérifiée de bromure de méthyle au titre de l'article 7 et dérogations autorisées pour utilisations essentielles pour la Chine en 2018 (tm)

Production de bromure de méthyle	2018
Production au titre de l'article 7 pour les utilisations réglementées	87,18
Production vérifiée pour les utilisations réglementées	87,179
Dérogations pour utilisations essentielles autorisées par les Parties	87,24

Vérification de la production de bromure de méthyle en 2018

109. La vérification des données de production pour les trois producteurs de bromure de méthyle a été effectuée en mars 2019. Les données ont été recueillies et vérifiées, dont l'identification des usines, leur historique, des détails sur leur exploitation, leurs chiffres de vente et leurs stocks au début et à la fin de l'année. L'équipe de vérification a conclu qu'aucune de ces trois entreprises n'avait produit de bromure de méthyle pour les utilisations réglementées au-delà des quotas, et la production pour les usages réglementés se situe dans les limites des plans de l'industrie.

Rapport périodique sur le contrat avec l'Administration des douanes

110. Avec l'intégration de l'Administration générale de la supervision de la qualité, de l'inspection et de la quarantaine dans l'Administration des douanes, le FECO/MEE et l'Administration des douanes sont en train de négocier un nouveau mémorandum en vue de définir les activités à mener au cours de la période 2019-2021. On a entrepris des discussions sur le plan de travail et le mémorandum, et il a été décidé de signer le mémorandum d'ici la 84^e réunion. Dès que celui-ci sera finalisé, le FECO signera un contrat pour l'exécution des activités.

Plan de mise en œuvre pour 2019-2021

111. Le Comité exécutif à sa 82^e réunion a noté le plan de travail 2019-2021, qui comporte des activités à court terme axées sur la surveillance et la supervision de la production de bromure de méthyle au cours de la période visée, et des activités visant à garantir la conformité à long terme, grâce à la création et à l'exécution de programmes et outils de surveillance et de supervision.

112. Depuis la présentation du rapport périodique à la 83^e réunion,¹³ le FECO prépare les modalités d'établissement du système d'étiquetage et de traçabilité du bromure de méthyle, qui sera terminé d'ici la fin de 2019. Le FECO mettra en place un système d'étiquetage et de traçabilité du bromure de méthyle qui saisira de manière dynamique les données de production et de consommation dans un système d'information de gestion. Comme la substance est uniquement expédiée dans des bouteilles, et non des iso-réservoirs, chaque bouteille renfermant du bromure de méthyle serait étiquetée et, après vérification de son utilisation (p. ex., installation de fumigation pour quarantaine et traitement préalable à l'expédition ou chez un utilisateur de matière première), celle-ci serait enregistrée. Le système sera conçu selon les caractéristiques de chaque producteur de bromure de méthyle, et tiendra compte des propositions des intervenants. Le FECO prépare par ailleurs les modalités de l'enquête de données sur les utilisations comme matière première en 2017-2018.

Observations du SecrétariatRapport périodique sur le contrat avec l'Administration des douanes

113. Constatant que le contrat avec l'Administration des douanes pour l'élaboration du système d'information de gestion et son intégration au programme de surveillance et de supervision n'a pas encore été signé, le Secrétariat a proposé que le gouvernement de la Chine, par l'entremise de l'ONUDI,

¹³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/11/Add.1 (Partie V).

fournisse une mise à jour verbale sur l'état d'avancement du contrat au cours de la 84^e réunion, étant entendu que les fonds alloués (350 000 \$US, plus les coûts d'appui d'agence de 26 250 \$US pour l'ONUDI), seraient restitués au Fonds si le contrat n'était pas encore signé à ce moment-là.

114. L'ONUDI a expliqué que le mémorandum avait été rédigé, et que les consultations se poursuivaient, de manière à pouvoir signer le mémorandum avant la 84^e réunion. Toutefois, étant donné que le Comité exécutif avait convenu de reporter la date d'achèvement du plan du secteur de la production de bromure de méthyle au 31 décembre 2021, et avait noté le plan de travail proposé pour 2019-2021 pour garantir la surveillance soutenue à long terme de la production de bromure de méthyle en Chine (décision 82/19 b) et d)), le gouvernement estime que les fonds ne devraient pas être retournés à la 84^e réunion.

Système d'étiquetage et de traçabilité du bromure de méthyle

115. Le Secrétariat a relevé que le système d'étiquetage et de traçabilité en était à la phase de conception et a proposé que le gouvernement intègre une mise à jour détaillée dans le rapport périodique annuel du plan sectoriel pour l'élimination de la production de bromure de méthyle qui sera présenté à la 86^e réunion.

Viabilité de l'élimination du bromure de méthyle

116. Le Secrétariat a souligné que la consommation de bromure de méthyle pour utilisation comme matière première était concentrée dans trois provinces (Jiangsu, Shandong, Shanghai et Zhejiang), et a demandé si l'on avait pris les dispositions nécessaires pour garantir que toutes les stations de surveillance atmosphérique installées dans ces provinces, selon les descriptions figurant dans l'examen des MRVE existants en Chine,¹⁴ comportent des instruments capables de mesurer les quantités de bromure de méthyle présentes dans l'atmosphère. L'ONUDI a expliqué que le réseau de surveillance des SAO dans l'atmosphère que le MEE prévoit mettre en service d'ici 2021 était en cours de conception et que le ministère n'avait pas encore décidé si le bromure de méthyle figurait dans la liste des substances surveillées par le système.

117. Vu l'absence d'information à ce sujet dans les rapports périodiques et de vérification de 2014 et des années ultérieures, le Secrétariat a demandé si l'on disposait de renseignements sur le cas de production illicite de bromure de méthyle survenu en 2014, qui a été signalé par le gouvernement lors de la 83^e réunion.¹⁵ L'ONUDI a indiqué que le MEE n'était pas en mesure de donner d'autres détails, étant donné les poursuites en cours. Le Secrétariat a invité le MEE, par l'intermédiaire de l'ONUDI, à faire rapport au Comité exécutif dès que l'information sera officiellement disponible.

¹⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/11/Add.1 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/84/22/Add.1.

¹⁵ Paragraphe 52 c) du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/11/Add.1.

Recommandation

118. Le Comité exécutif pourrait souhaiter envisager :

- a) De noter le rapport sur l'état d'avancement du plan sectoriel pour l'élimination de la production de bromure de méthyle (MB) en Chine, la mise à jour du contrat pour le programme de surveillance et de supervision qui sera appliqué par l'Administration des douanes, et la mise à jour concernant le système d'étiquetage et de traçabilité du bromure de méthyle soumise par l'ONUDI, figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/84/22/Add.1;
- b) [À partir de la mise à jour transmise au cours de la 84^e réunion sur la signature du mémorandum entre l'Administration des douanes et le ministère chinois de l'Écologie et de l'Environnement, d'annuler ou non les activités associées et de noter le retour de 350 000 \$US, plus les coûts d'appui d'agence de 26 250 \$US pour l'ONUDI, au Fonds multilatéral;]
- c) De demander au gouvernement de la Chine, par l'entremise de l'ONUDI, d'intégrer une mise à jour sur le système d'étiquetage et de traçabilité du bromure de méthyle dans le rapport annuel sur l'état d'avancement du plan sectoriel pour l'élimination de la production de bromure de méthyle en Chine, qui sera soumis à la 86^e réunion;
- d) D'inviter le gouvernement de la Chine, par l'intermédiaire de l'ONUDI, à faire rapport sur le cas de production illicite de bromure de méthyle survenu en 2014, signalé dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/84/22/Add.1, dès que l'information sera rendue publique.

**Progress Report Pursuant to Decision 83/41 of the 83rd
Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the
Implementation of the Montreal Protocol**

1 Background

Review of the current monitoring, reporting, verification and enforcement systems in accordance with HCFC Consumption and Production Phase-Out Management Plan Agreements and Desk Study on the current system of monitoring consumption of foam-blowing agents at enterprises assisted under stage I of the HCFC Phase-Out Management Plan and the verification methodology submitted by the Government of China were discussed at the 83rd meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund. The Executive Committee (ExCom) commended China for the proposed action plans of monitoring and enforcement for the next step, including additional actions such as the establishment of ODS atmospheric monitoring network, laboratory testing capacity and on-line monitoring of carbon tetrachloride (CTC), and put forward relevant suggestions for supplementing and strengthening monitoring and enforcement actions. According to Decision 83/41 of the ExCom, the Government of China will report to the Committee, at the 84th meeting, on its progress in implementing the activities above.

The Government of China attaches great importance to the unexpected increase in the concentration of trichlorofluoromethane (CFC-11) in the atmosphere. From the China side, on the one hand, control of the CTC supply is strengthened to preempt diversion of CTC to illegal ODS production. On the other hand, China is constantly strengthening monitoring and enforcement of ODS to prevent illegal sales and use of ODS. The Ministry of Ecology and Environment (MEE) has taken active actions to improve its law and regulation system, conduct special enforcement actions, intensify CTC management, build capacity for implementing the Protocol, strengthen coordination with industry, and establish monitoring network, etc.

2 Progress of monitoring and law enforcement activities

2.1 Improve Law and Regulation System

China issued *the Regulation on the Administration of Ozone Depleting Substances* (hereinafter referred to as the Regulation) in 2010 and formulated a series of supporting management rules and regulations, which provides a comparatively sound legal system for meeting ODS phase-out goals of the Protocol. Based on the current situation regarding protocol implementation and the reassessment of current management system, in August 2019, MEE launched a revision of the Regulation. Under this effort, regulations at every step of the life-

cycle of ODS starting from production, sales, use, import and export, recycle, reuse and destruction of ODS are to be strengthened. In addition, provisions on penalty and punishment measures on illegal behaviors are to be reinforced to provide more clarity on the legal basis for imposing penalty/punishment on various cases of violations, and the duty/responsibility of enterprises on environmental protection will be further elaborated. The financial penalties will be heightened to make it become a more effective deterrence measure. According to the revision procedure of national laws and regulations, the revision of the Regulation will be completed in 2020. Other supporting management rules and regulations which require adjustment will also be revised and issued in 2020.

In addition, on February 20, 2019, the Supreme People's Court, the Supreme People's Procuratorate, the Ministry of Public Security, the Ministry of Justice and MEE issued a circular to identify controlled ODS as hazardous substances. Illegal discharge, dumping, and disposal of ODS will be held criminally responsible for the crime of environmental pollution under the Criminal Law of the People's Republic of China.

2.2 Carry out law enforcement actions

2.2.1 Cracking down on illegal CFC-11 production

As a result of the special campaigns conducted in 2018 and 2019, three illegal CFC-11 production factories were uncovered. In July 2018, two underground factories producing CFC-11 illegally in Liaoning Province and Henan Province were identified by MEE based on the intelligent gathered by MEE. These facilities were demolished by MEE. The third illegal CFC-11 factory, which was located in Henan Province, was found in May 2019.

The illegal production site in Liaoning Province was located behind a seafood processing workshop in Wenbin Village, Langtou Town, Dandong City. There were two sets of CFC-11 production equipment in the workshop. No production records were found. A total of 145 tons of CTC raw materials were found on site. At present, the workshops and its production equipment have been dismantled and raw materials have been incinerated as hazardous waste. The case is under trial. One of the suspects has surrendered himself to the police, while another is still at large.

The illegal production site in Henan was located in Houlu Village, Mengzhou City, hidden in an idle plant of a mechanical processing enterprise. There was one set of CFC-11 production equipment in the plant. Approximately 32.6 tons of CTC raw materials and 29.9 tons of CFC-11 products were found on site. According to the production records found in the workshop, the enterprise involved started their illegal production activities in the middle of June 2018. The illegal production lasted for about one and a half months and the total production of CFC-11 was about 700 tons. At present, the production equipment has been removed and destroyed. All five suspects involved are out on bail pending trial by the public security authorities. The case

is still under investigation.

In May 2019, according to whistle-blowing, another illegal CFC-11 production site was found and destroyed in Nanqiu Village, Jincheng Town, Bo'ai County, Henan Province... The factory was hidden in an idle workshop of a resin production enterprise. About 70 tons of CTC raw materials, 13 tons of CFC-11 products and two sets of illegal production equipment of CFC-11 were found. The two reactors of the equipment were 2.5 and 1.2 cubic meters large. Due to frequent law enforcement actions of the local EEB, the factory could only produce in batches and was not able to make continuous production. The illegal factory started its production in June 2018. Based on the electricity consumption, it is estimated that about 900 tons of CFC-11 may have been produced up to May 2019. At present, the case was handed over to local public security authorities. Two main suspects were arrested and the other two suspects are being pursued by the police.

2.2.2 Strict control on illegal use of CFC-11

From August to October 2018, MEE organized a special ODS law enforcement campaign in all provinces and inspected 1,172 enterprises, among which some batches of the products of 394 system houses and foam manufacturers were tested through portable instant detectors. MEE also directly dispatched 26 supervisory groups to conduct special verification in nine provinces with large numbers of ODS production and consumption enterprises. According to laboratory retesting, samples collected from one system house contained more than 0.1% of CFC-11. 0.25 tons of pre-blended polyols were seized and destroyed. A fine of RMB 100,000 yuan was imposed. In addition, 8.96 tons of CFC-11 were confiscated in another system house and later incinerated. A penalty of RMB 208,000 yuan was imposed. Some batches of the products of 4 foam enterprises contained CFC-11 which were confirmed by laboratory retesting, where 2.99 tons of pre-blended polyols and 5.32 tons of insulation foam were confiscated and disposed of. A fine of RMB 1,113,500 was imposed.

From June to August 2019, MEE dispatched law enforcement officers to form joint enforcement groups with local law enforcement personnel to 11 key provinces/municipalities including Shandong, Hebei, Henan, Jiangsu, Zhejiang and Guangdong to conduct special inspections. In this action, 656 system houses and foam companies were inspected, where some batches of the products of 322 enterprises were tested with instant detectors. It was found that samples from 37 enterprises, including 6 system houses and 31 foam manufacturers, contained CFC-11. These samples are being retested in laboratories.

2.2.3 Additional law enforcement equipment for local EEBs

As a way of strengthening law enforcement and improving law enforcement capacity, MEE has equipped law enforcement officers in all provinces (autonomous regions and municipalities directly governed by the central government) of the country and some of the key

cities and counties with portable instant detectors, to help them determine on the scene whether the enterprise being inspected is suspected of illegal production and use of ODS. By the end of September, 30 portable ODS instant detectors have been distributed to 19 provinces and municipalities, and the remaining 20 will be distributed before the end of 2019.

Instead of serving as evidences for law enforcement, the outcomes of instant detectors can only determine that an enterprise is in suspicion of violations. In case it is necessary to prosecute, a legally valid testing report by a qualified testing laboratory shall be issued.

2.2.4 Mobilizing the public to participate in supervision

Firstly, industry self-discipline is urged and promoted. In 2019, 10 HCFC-22 production enterprises jointly set up a whistle-blower hotline and a reward fund for reporting illegal ODS activities. Individuals or organizations providing information on illegal production, sales and use of ODS will be given monetary reward between RMB 50,000 to RMB 500,000 yuan. At the same time, enterprise employees are encouraged to conduct self-supervision internally. Reporting-for-reward notices are put up in ODS production and consumption enterprises. Secondly, public participation is motivated. China has vigorously mobilized the whole society to participate in supervision through the zero threshold online reporting of the national 12369 law enforcement platform. MEE, after receiving reports, takes actions immediately, and tracks down effective clues to the end.

The Government of China considers strict law enforcement as an important guarantee to sustain achievements of the implementation of the Protocol, and has always taken a zero-tolerance policy in cracking down on illegal production, sales and use of ODS. MEE has required that all local EEBs incorporate ODS supervision and law enforcement into their daily ecological environment protection work since 2004. MEE organizes a joint special law enforcement action at least once a year with participation by both central and local law enforcement officers starting from 2019, exerting the utmost pressure for combating illegal behaviors. MEE will continue to collect clues extensively, encourage the industry and the public to report illegal activities, and give full play to social supervision.

In order to guide law enforcement at the local level and ensure effectiveness of law enforcement, MEE sorted out problems identified during previous law enforcement campaigns and started developing a *Technical Guide for ODS Law Enforcement* (hereinafter referred to as the Guide) according to the requirements of relevant laws and regulations of China so as to guide local personnel to make the law enforcement work more standardized. The Guide, which is to be issued and sent to local EEBs by the end of 2019, will include methods and contents of law enforcement inspection and the handling of violations.

2.3 Intensify Source Control

2.3.1 Establishment of CTC on-line production monitoring system

There are currently 16 chloromethane producers in China. MEE has been implementing strict management on chloromethane producers to meet the requirements of CTC control of the Montreal Protocol since the complete phase-out of CTC production and consumption for controlled use in China in 2010. The management system bans the use of CTC. Only laboratory analysis and process agent uses as permitted by parties are subject to the quota licensing management, and feedstock use is subject to annual registration management. In terms of sales, 7 enterprises with CTC sales qualification (among which 3 are CTC producers, 3 dealers and 1 distillation enterprise) are subject to annual sales registration management. CTC sales enterprises are only allowed to sell CTC to enterprises holding CTC consumption quota or with registration qualification for feedstock use. CTC producers must convert their by-production of CTC. All CTC enterprises must report relevant production, sales and consumption data to MEE. China also conducted, as per the ExCom's request, a technical study to identify sources of CTC emission. The study suggests low emission of CTC to the atmosphere.

In addition to the above monitoring system, MEE has imposed additional control measures on the enterprises generating CTC as by-product since 2019 to prevent CFC-11 illegal production from the source of supply by requiring all enterprises to install a verifiable and quantitative CTC online production monitoring system. By the end of September, 7 enterprises had completed the installation. The rest will finish installation by the end of 2019. Online monitoring of CTC as by-product in all 16 chloromethane enterprises in production will be in place and mandatory starting from 2020.

2.3.2 On-site supervision of chloromethane enterprises

Starting from June 2019, MEE has dispatched supervisory working groups to all 16 CTC by-production enterprises nationwide to carry out on-site inspection on CTC crude output, purification, residue, storage, conversion and sales and other key processes to ensure legal use. By the end of September, 320 persons had been dispatched in seven rounds. Each round lasted for two weeks (including holidays), achieving continuous daily on-site supervision and thus far no violations were recorded.

2.4 Conduct Publicity Activities

The theme of this year's International Ozone Day is *32 Years and Healing*. As an effort to demonstrate the zero-tolerance policy towards illegal activities related to ODS and the firm resolution to crack down on illegal ODS activities, the Government of China convened the meeting to commemorate the 2019 International Ozone Day in Shandong Province with the theme of "cracking down on illegal ODS activities and strengthening domestic supervision and management".

Mr. Li Ganjie, Minister of Ecology and Environment of China and Mr. Gong Zheng, Governor of Shandong Province attended and addressed the meeting. The meeting was attended by more than 200 people from international agencies and non-governmental organizations such as the Ozone Secretariat, the Multilateral Fund Secretariat, the United Nations Environment Programme, the United Nations Development Programme, the United Nations Industrial Development Organization, the World Bank and Environmental Investigation Agency, as well as member ministries of the National Leading Group for the Protection of the Ozone Layer, ecological and environmental departments/bureaus of all provinces/autonomous regions/municipalities, domestic research institutions, industrial associations and enterprises. Major domestic media, some industry media, local media and some foreign media reported the meeting.

During the meeting, the progress of China's implementation work was introduced and the video on special law enforcement actions in 2018 and 2019 played. There were exchange of ideas and discussions on local and industrial implementation work at the meeting. Materials on ODS management policies and regulations were distributed. Major foreign representatives went to Shandong Dongyue Fluorosilicon Materials Co., LTD in Huantai County, Zibo, Shandong and visited the operation of CTC on-line monitoring system and HCFC production facilities.

In addition, MEE promptly released the plans for enforcement actions and progress of the implementation of the Montreal Protocol respectively in seven regular press conferences in July, August and October 2018, and May, June, August and September 2019.

2.5 Building capacity for implementing the Protocol

2.5.1 Construction of testing laboratories and development of testing standards

For construction of testing laboratories, MEE planned to build 6 new ODS industrial product testing laboratories located in Beijing (2), Guangdong, Zhejiang, Shandong and Chongqing. So far all six laboratories have established independent laboratories or experimental areas, equipped with at least one set of testing equipment of laboratory use and one set of portable testing equipment as well as at least 3 professional testing staff. At this stage, MEE is pushing forward expansion of the CMA (China Inspection Body and Laboratory Mandatory Approval) certificate for these laboratories to ensure testing results with legal effect could be provided by the end of 2019. In addition, two more CMA certified testing laboratories are being built in Hebei and Henan provinces to meet the testing and determination demand of law enforcement. The two laboratories are expected to complete their construction by the end of this year.

Meanwhile MEE is accelerating the development of laboratory testing method standards for ODS in industrial products. The two standards, *Determination of HCFC-22, CFC-11 and HCFC-141b ODS in combined polyether polyols—Headspace/gas chromatography -mass*

spectrometry and Qualitative detection of CFC-12, HCFC-22, CFC-11 and HCFC-141b ODS in rigid polyurethane foam and polyether combinations—Portable headspace/gas chromatography-mass spectrometry, have been developed. Public hearings on the two standards started August 1st and ended on September 9th. The two standards are expected to be published before mid-October 2019.

2.5.2 Hold supervision and enforcement training

MEE held a training session on ODS phase-out management in January 2019 in Changsha, Hunan province, which trained about 150 people from atmospheric environment division and technical support personnel from local EEBs. In April, June and September 2019, MEE held three training sessions for law enforcement personnel respectively in Quzhou Zhejiang Province, Zibo Shandong Province and Chongqing, focusing on key points of law enforcement inspection and supervision on CTC enterprises, ODS production and consumption enterprises, as well as use of instrument and equipment etc. The three sessions trained a total of 220 environment law enforcement personnel from the province, city and county level. In July 2019, a training session on ODS import and export management for licensing agencies under departments of commerce of key provinces and municipalities was held in Shenyang Liaoning Province with 100 officers trained in total.

To further enhance capacity of grass-roots environment protection personnel below the provincial level, some provinces and municipalities held ODS phase-out management training sessions within their provinces or municipalities. In September 2019, Hebei Province and Liaoning Province trained 340 atmospheric environment management staff from cities or areas. Local EEBs of key areas will organize ODS phase-out management training to further enhance capacity of grass-roots environment protection personnel below provincial level.

In June 2019, MEE and the General Administration of Customs jointly held a training session on ODS import and export management for a total of 60 customs officers from key customs of the country. Regular training on customs officers will continue to be held in 2020, which aims to train about 70 customs officers in total.

2.5.3 Building ODS information management system

Currently there exists an overall on-line HCFCs information management system in China with functions including the management of HCFCs quota application, registration application and data reporting. Some provinces and municipalities established their own on-line registration system for registration management and data reporting. The systems will be updated comprehensively to consolidate all local systems into an overall system and extend the scope to all ODS, allow on-line data reporting by enterprises and facilitate queries on enterprise data. It aims to provide a comprehensive understanding of ODS-related enterprises, establish an enterprise database, get a picture of the overall situation of ODS production, sales and consumption in the country, verify enterprise data and enable tracking sources in the supply

chain. The ODS information management system covering all ODS will be established by the end of 2020 and the system will be optimized and incorporate data from local EEBs.

2.6 Enhance Cooperation with Industries

2.6.1 Enhance communication with industries

The Government maintains close communication and contact with relevant industrial associations and experts to keep abreast of the market and improve management ideas and measures based on their suggestions. Industrial associations have been providing technical support for supervision and management, policy formulation, and law enforcement of the government over the long-term; some technical experts recommended by industrial associations directly participate in law enforcement operation and on-site inspection etc. In any revision of the Regulation, communications are conducted actively with industrial associations, experts and research institutes and others, and their suggestions are fully incorporated during the revision process.

2.6.2 Market analysis of the PU foam sector

China Plastics Processing Industry Association (CPPIA) cooperated with industry experts on analysis of the situation of the PU foam market in 2011-2017 and consumption of various blowing agents by using mass balance analysis (relevant information was submitted to the Ozone Secretariat in March). At present, CPPIA and industry experts are compiling and analyzing the 2018 data, and consumption of various blowing agents will be evaluated by mass balance analysis according to the situation of the market in 2018.

2.6.3 Market Analysis of Refrigeration and Air Conditioner Sector

MEE is communicating with industrial associations and experts to discuss the feasibility and methodology of mass balance analysis in the refrigeration and air conditioner market.

In the process of ODS compliance supervision and management, China will continue to strengthen cooperation with industrial associations who will provide comprehensive technical support for policy formulation, implementation supervision and management from various aspects such as industry market and technologies. In addition, China will continue to study the feasibility and methodology of mass balance analysis in the refrigeration and air conditioner market. In the foam and refrigeration sector, mass balance analysis will be conducted every year to evaluate the market situation and consumption of various types of blowing agent/refrigerant in a bid to provide technical information for implementation effectiveness assessment and ODS phase-out supervision and management.

2.7 Establishment of monitoring and alerting capacity

The government of China formally launched the planning of an ODS atmospheric

monitoring network to improve its early warning and effectiveness evaluation capacity. Now a team of experts is being formed to conduct basic scientific research and gradually establish and improve monitoring technology methods and the quality control system. Starting from 2021, the ODS monitoring stations will be constructed. ODS monitoring will be conducted starting in 2022.

2.8 Non-governmental study

As discussed at the 83rd meeting of the Executive Committee, an independent non-governmental consulting firm will be selected to conduct a study to determine the regulatory, policy, enforcement and market circumstances and risks of ODS phase-out in China. Bidding will start to select a consulting firm in October 2019. The study will be completed by August 2020.

Annex : Progress and Plans Pursuant to Decision 83/41 of the 83rd meeting of the ExCom of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol

No.	Activities	Decision 83/41	Progress	Next step of work
1	Improve Law and Regulation System	<p>a)i) Increase and extension of penalties for enterprises' non-compliance with the controlled substance regulations</p> <p>c)iv)Extension of penalties and prohibitions to consumers of controlled substances or products containing controlled substances, where appropriate;</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Revision of the Regulation has been launched, and punishment on violations will be further intensified; • The Supreme People's Court, the Supreme People's Procuratorate, the Ministry of Public Security, the Ministry of Justice and MEE issued a circular to identify controlled ODS as hazardous substances. Illegal discharge, dumping, and disposal of ODS will be held criminally responsible for the crime of environmental pollution under the Criminal Law of the People's Republic of China. 	<ul style="list-style-type: none"> • Revision of the Regulation will be completed by 2020.
2	Carry out law enforcement actions	a)ii) Intensification of inspections of enterprises currently or formerly using	<ul style="list-style-type: none"> • MEE initiated special law enforcement action in 2019, carried out on-site inspection at all 16 CTC by- 	<ul style="list-style-type: none"> • A joint special law enforcement action will be organized at least once a year with participation by both central

No.	Activities	Decision 83/41	Progress	Next step of work
		<p>controlled substances;</p> <p>a)iii) Implementation of controlled-substance inspection plans for ecology and environment bureaus (EEBs);</p> <p>a)iv) Increased provision of support and enforcement tools to EEBs;</p> <p>c)ii) Increased direction on enforcement at the provincial level from the national government;</p> <p>c)vi) Random testing of products that might contain controlled substances;</p> <p>c)viii) Reporting on the details of enforcement activities, including the capacity of the reactor, amount of controlled substance on site, relevant records on feedstock purchases and sales, any penalties resulting from the enforcement action</p>	<p>production enterprises, and inspected 656 system houses and foam enterprises in 11 key provinces and municipalities. Some batches of products of 322 system houses and foam enterprises were tested. Samples deemed problematic by the initial tests in 37 enterprises are being retested at laboratories;</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 instant detectors were distributed to local EEBs; • Development of the <i>Technical Guide for ODS Law Enforcement</i>; • MEE timely released progress of enforcement actions in three regular press conferences in August and October 2018 and June, August and September 2019. 	<p>and local law enforcement officers ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Another 20 instant detectors will be distributed to local EEBs by the end of 2019; • The <i>Technical Guide for ODS Law Enforcement</i> will be issued by the end of 2019;

No.	Activities	Decision 83/41	Progress	Next step of work
3	Intensify Source Control	<p>b)iii) Real-time flow monitoring of CTC at chloromethane production enterprises</p> <p>Real-time flow monitoring of CTC at chloromethane production enterprises;</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 7 Chloromethane enterprises have completed installation of the CTC on-line monitoring system; • Supervision working group were dispatched to all 16 enterprises with CTC by-production to carry out continuous daily on-site inspection. 	<ul style="list-style-type: none"> • Complete the installation of CTC online monitoring system in Chloromethane-producing enterprises by the end of 2019; • Online monitoring will begin in 2020.
4	Conduct Publicity Activities	<p>a)viii) Publicizing outcome of investigations and increased communication with industry;</p>	<ul style="list-style-type: none"> • The Government of China convened the meeting to commemorate the 2019 International Ozone Day in Shandong Province with the theme of “cracking down on illegal ODS activities and strengthening domestic supervision and management”. Mr. Li Ganjie, Minister of Ecology and Environment of China and Mr. Gong Zheng, Governor of Shandong Province attended and addressed the meeting. The meeting was attended by more than 200 people from international agencies and 	<ul style="list-style-type: none"> • Continue publicity activities to release information

No.	Activities	Decision 83/41	Progress	Next step of work
			<p>non-governmental organizations such as Ozone Secretariat, Multilateral Fund Secretariat, United Nations Environment Programme, United Nations Development Programme, United Nations Industrial Development Organization, the World Bank and Environmental Investigation Agency, as well as member ministries of the National Leading Group for the Protection of the Ozone Layer, ecological and environmental departments/bureaus of all provinces/autonomous regions/municipalities, domestic research institutions, industrial associations and enterprises.</p> <ul style="list-style-type: none"> • MEE promptly released the plans for enforcement actions and progress of the implementation of the Montreal Protocol respectively in seven regular 	

No.	Activities	Decision 83/41	Progress	Next step of work
			press conferences since July 2018	
5	Build capacity for implementing the Protocol	<p>a)v) Development of an online registration and tracking system for controlled-substance users;</p> <p>a)vi) Increased training for customs officers;</p> <p>b)ii) Establishment of an additional six testing laboratories for controlled substances in products;</p> <p>c)iii) Development of performance indicators for enforcement activities, such as the number of customs officers trained or inspections undertaken</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Update of the information management system for controlled substances has started. TOR has been completed. • MEE held a training session on ODS phase-out management in Jan 2019 in Changsha, Hunan province, which trained about 150 people from the atmospheric environment division and technical support personnel from local EEBs. In April, June and Sept 2019, MEE held three training sessions for enforcement personnel respectively in Quzhou, Zhejiang Province, Zibo, Shandong Province and Chongqing. The three sessions trained a total of 220 environment law enforcement personnel from province, city and county level. • In July 2019, a training session on 	<ul style="list-style-type: none"> • Function framework building and optimization of the ODS information management system as well as data incorporation from local EEBs will be completed by the end of 2020. • Training session will continue to be held in 2020, aiming to train about 70 custom officers in total. • Local EEBs of key areas will organize ODS phase-out management training to further enhance capacity of grass-roots environment protection personnel. • Six new ODS product testing laboratories are expected to be constructed by the end of this year with expanded CMA certificate. Two additional laboratories in Hebei

No.	Activities	Decision 83/41	Progress	Next step of work
			<p>ODS import and export management for licensing agencies under departments of commerce of key provinces and municipalities was held in Shenyang Liaoning Province with 100 officers trained in total.</p> <ul style="list-style-type: none"> • In June 2019, a training session on ODS import and export management was held for a total of 60 customer officers from key customs. • Some local EEBs of key areas held ODS phase-out training sessions. In Sept 2019, Hebei Province and Liaoning Province trained 340 atmospheric environment management staff from cities or prefectures. • All the 6 testing laboratories have established independent laboratories or experimental areas, equipped with at least one set of laboratory testing 	<p>Province and Henan Province are expected to be built by the end of this year.</p>

No.	Activities	Decision 83/41	Progress	Next step of work
			<p>equipment and one set of portable testing equipment for ODS as well as at least 3 professional testing staff. At this stage, China is pushing forward the expansion of the CMA certificate of the laboratories.</p>	
6	<p>Enhance Cooperation with Industries</p>	<p>a)vii) Conduct an annual mass balance analysis of foam blowing components to determine the market size of the foam sector;</p> <p>a)viii) Publicizing the outcome of investigations and increased communication with industry;</p> <p>c)v) Regular and frequent consultations with industry and enterprises to ascertain market conditions;</p> <p>c)vii) Conduct annual mass balance</p>	<ul style="list-style-type: none"> Industrial associations have been providing technical support for supervision and management, policy formulation, and law enforcement of the government for long-term. Some technical experts directly participate in law enforcement operation, on-site inspection etc. In the revision of the Regulation, communications are actively conducted with industrial associations, experts and research institutes etc., and management ideas were further clarified according to 	<ul style="list-style-type: none"> China will continue to study the feasibility and methodology for mass balance analysis in the refrigeration and air conditioner market. Based on the study mentioned above, mass balance analysis will be conducted in the foam and refrigeration sector every year to evaluate the market situation and consumption of various types of blowing agent/refrigerant.

No.	Activities	Decision 83/41	Progress	Next step of work
		analysis of refrigeration and air-conditioning market to determine market size and verify reported HCFC consumption;	<p>actual situation.</p> <ul style="list-style-type: none"> The PU foam sector experts/the association have completed mass balance analysis of 2011-2017 and is analyzing consumption of blowing agent in 2018. MEE is communicating with industrial associations and experts to discuss the feasibility and methodology of mass balance analysis in the refrigeration and air conditioner market. 	
7	Establishment of measuring and alerting capacity	<p>b)i) Establishment of a national controlled atmospheric monitoring network for controlled substances;</p> <p>c)i) Fast-track atmospheric monitoring through movement or modification of existing equipment and/or flask sampling</p>	<ul style="list-style-type: none"> In 2019, the government of China formally launched the planning of ODS atmospheric measuring network. Now a team of experts is being formed to conduct joint basic scientific research and gradually establish and improve monitoring technology methods and the quality control system. 	<ul style="list-style-type: none"> Starting from 2021, ODS monitoring stations will be constructed; ODS monitoring will be conducted starting in 2022.

No.	Activities	Decision 83/41	Progress	Next step of work
			<ul style="list-style-type: none"> • Feasibility study on fast-track atmospheric monitoring was conducted. At present China conducts fast-track atmospheric monitoring mainly by means of cruise observation and micro-station etc. According to investigation and survey, accuracy and sensitivity of these facilities and technologies are suitable for monitoring pollutants of high concentrations (ppm level) while ODS concentrations in the atmosphere are usually at ultra trace level (ppt level). Therefore the requirements of ODS fast-track monitoring cannot be met. At present China has no plan for this kind of monitoring. 	
8	Non-governmental study	d) To note that the Government of China will consider engaging a non-governmental consultant to undertake a study (including quantitative data, where available, and qualitative market information) to determine	<ul style="list-style-type: none"> • Completion of preparation for the bidding. 	<ul style="list-style-type: none"> • Bidding will start in Oct 2019. • The study will be completed by Aug 2020.

No.	Activities	Decision 83/41	Progress	Next step of work
		the regulatory, enforcement, policy or market circumstances that might have led to the illegal production and use of CFC-11 and CFC-12		

Illegal CFC-11 Production Site in Mengzhou City, Henan Province



Production site



Dismantling of production equipment



Production site after dismantling and removal of production equipment

Illegal CFC-11 Production Site in Dandong City, Liaoning Province



Production site



Dismantling of the production line



Production site after dismantling and removal of production equipment

Illegal CFC-11 Production Site in Boai County, Jiaozuo City, Henan Province



Production site



Production site being demolished



Production site after dismantling and removal of production equipment